Distribution: Restreinte EB 2003/80/R.23 12 novembre 2003
Original: Anglais Point 10 e) de l'ordre du jour Français

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingtième session
Rome, 17-18 décembre 2003

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

Par souci d'économie le présent document a fait l'objet d'un tirage limité.
Les délégués sont priés d'apporter leurs exemplaires aux réunions et de s'abstenir d'en demander d'autres.

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE iii

POIDS ET MESURES iii

SIGLES ET ACRONYMES iii

CARTE DU PAYS: EMPLACEMENT DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA iv

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA v

RÉSUMÉ vi

I. INTRODUCTION 1

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE 1

A. Situation économique du pays 1
B. Secteur agricole 2
C. Pauvreté rurale 5
D. Réduction de la pauvreté rurale: contraintes et options 7
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale 8

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS 9

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA 11

A. Créneaux stratégiques du FIDA et axes d'intervention proposés 11
B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets 12
C. Possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé 14
D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions 15
E. Concertation sur l'action à mener 15
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille et évaluation du programme de pays 16
G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile 16

APPENDICES

I.	**COUNTRY DATA** **(DONNÉES SUR LE PAYS)**	**1**
II.	**LOGICAL FRAMEWORK** **(CADRE LOGIQUE)**	**2**
III.	**STRENGHTS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS** **(ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)**	**4**
IV.	**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME** **(CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)**	**8**
V.	**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT - ONGOING AND PLANNED** **(ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)**	**9**
VI.	**COUNTRY PROGRAMME EVALUATION – AGREEMENT AT COMPLETION POINT** **(ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS – ACCORD CONCLUSIF)**	**11**
VII.	**RECOMMENDATIONS OF COUNTRY PROGRAMME EVALUATION AND REMEDIAL ACTIONS PROPOSED UNDER THIS COSOP** **(RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS ET MESURES CORRECTIVES PROPOSÉES DANS LE CONTEXTE DU PRÉSENT COSOP)**	**18**
VIII.	**SECTORAL CONSTRAINTS AND THE POVERTY DIMENSION** **(LES CONTRAINTES SECTORIELLES ET LA DIMENSION DE LA PAUVRETÉ)**	**20**
IX.	**STRATEGIC FRAMEWORK OF THE COSOP AND ITS LINKAGES WITH NATIONAL AND INTERNATIONAL PROCESSES** **(LE CADRE STRATÉGIQUE DU COSOP ET SES CORRÉLATIONS AVEC LES PROCESSUS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX)**	**21**
X.	**AGRICULTURAL PRODUCTION CONSTRAINTS AND POTENTIAL BY AGRICULTURAL SYSTEM** **(PRODUCTION AGRICOLE: CONTRAINTES ET PERSPECTIVES PAR SYSTÈME AGRICOLE)**	**22**

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Shilling tanzanien (TZS)
1,00 USD	=	1 039,00 TZS
1,00 TZS	=	0,000962 USD

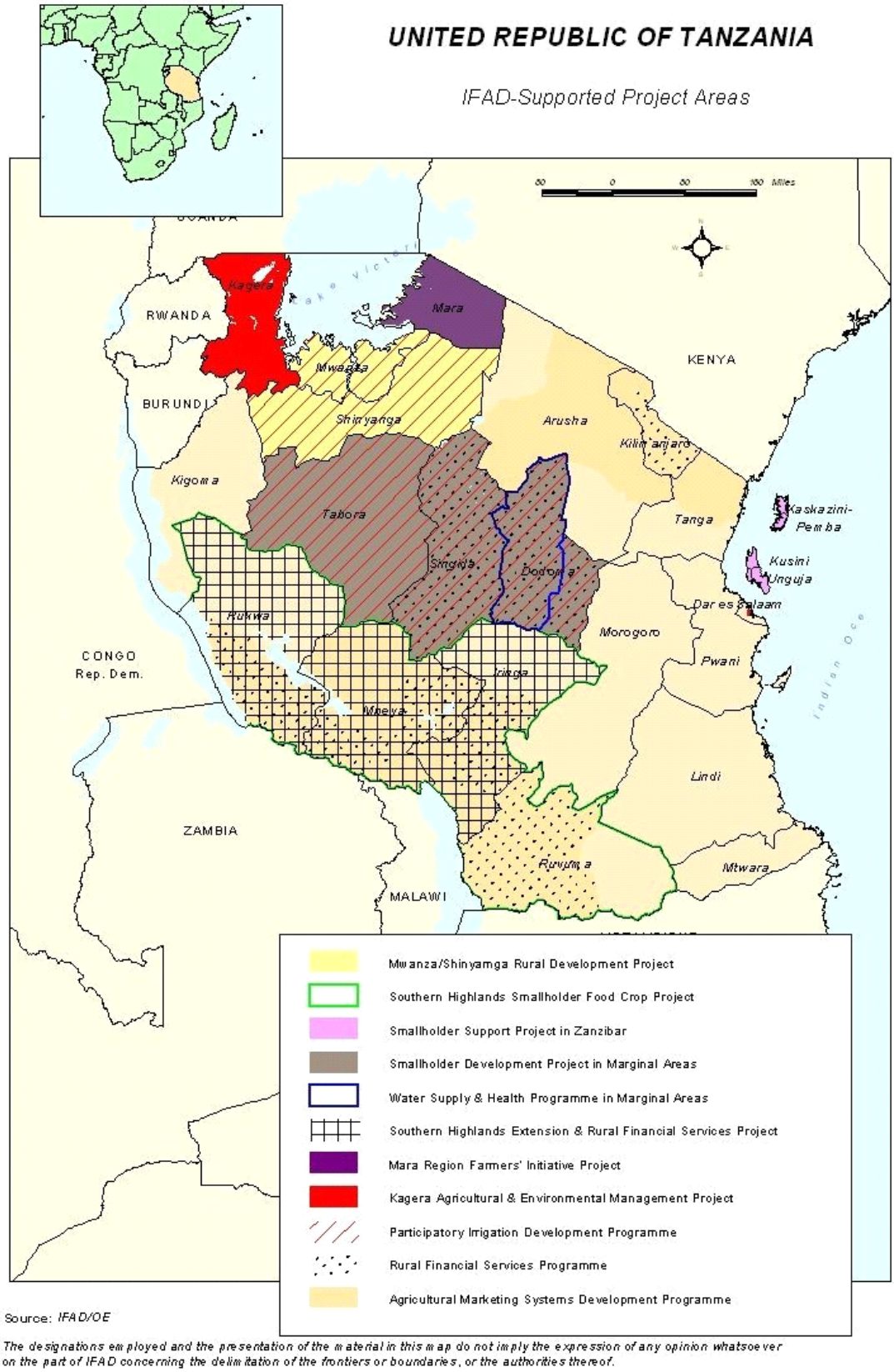
POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EPP	Évaluation du programme de pays
FBS	Fonds belge de survie
PAAEK	Projet d'aménagement de l'agriculture et de l'environnement à Kagera
LIR/NIA	Lutte intégrée contre les ravageurs/nutrition intégrée antiparasitaire
PIP-Mara	Projet relatif à des initiatives paysannes dans la région de Mara
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PDPI	Programme de développement participatif de l'irrigation
PSFR	Programme de services financiers ruraux
SDR	Stratégie de développement rural
SDSA	Stratégie de développement du secteur agricole

CARTE DU PAYS: EMPLACEMENT DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA/OE

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du projet/programme	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture prévue	Code du don/prêt	Montant du prêt approuvé
projet de développement rural de Mwanza/Shinyanga	Banque mondiale: BIRD	Banque mondiale: IDA	PF	13 avril 78	28 fév. 79	31 déc. 84	L-I-2-TAN	USD 12 000 000
projet d'agriculture vivrière dans les petites exploitations des Hautes Terres du Sud	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	05 sept. 85	03 août 87	31 déc. 93	L-I-176-TZ	DTS 14 500 000
projet de soutien aux petits exploitants à Zanzibar	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	13 sept. 89	07 mars 91	31 déc. 97	L-I-242-TZ	DTS 8 150 000
projet de services de vulgarisation et de services financiers ruraux dans les hautes terres méridionales	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	06 avril 93	30 juin 93	30 sept. 00	G-I-502-TZ L-I-324-TZ	USD 22 000 DTS 11 500 000
projet de développement des petites exploitations dans les zones marginales	FIDA	UNOPS	PF	06 déc. 89	05 oct. 90	31 déc. 97	G-S-20-TZ G-S-20-TZ L-S-24-TZ	USD 280 000 DTS 650 000 DTS 11 450 000
projet relatif à des initiatives paysannes dans la région de Mara	FIDA	UNOPS	PF	06 déc. 95	25 juin 96	30 juin 03	G-S-32-TZ L-I-400-TZ	USD 195 000 DTS 9 650 000
projet d'aménagement de l'agriculture et de l'environnement	FIDA	UNOPS	PF	04 déc. 96	10 sept. 97	31 déc. 04	G-I-18-TZ L-I-433-TZ	USD 90 000 DTS 10 300 000
programme de développement participatif de l'irrigation	FIDA	UNOPS	PF	08 sept. 99	18 fév. 00	30 sept. 06	G-I-603-TZ G-I-77-TZ L-I-511-TZ	USD 11 000 USD 75 000 DTS 12 550 000
programme de services financiers ruraux	FIDA	UNOPS	PF	07 déc. 00	12 oct. 01	30 juin 11	G-I-110-TZ G-I-602-TZ L-I-550-TZ	USD 75 000 USD 19 000 DTS 12 800 000
programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles	FIDA	UNOPS	PF	06 déc. 01	04 oct. 02	30 juin 10	G-I-128-TZ L-I-575-TZ	USD 90 000 DTS 12 950 000

Note: PF = conditions particulièrement favorables

RÉSUMÉ

1. **Contexte économique et situation de la pauvreté (politiques générales et questions internationales)**. La République-Unie de Tanzanie est le seul pays d'Afrique, et peut-être du monde, qui, en 40 ans seulement, a traversé des périodes de transition rapide et radicales – d'un système colonial à un programme "de villagisation" (réinstallation des ménages ruraux plus près des services sociaux) puis à une économique de marché – sans pour autant sacrifier les idéaux démocratiques fondamentaux et l'équité sociale. Pendant ce processus, toutes les institutions sociales, politiques et économiques ont dû se transformer du tout au tout pour s'adapter et se conformer à des directives et des priorités nationales rigides. Ces changements ont sérieusement affecté l'économie et ont entraîné un déclin graduel mais prolongé de tous les indicateurs de croissance pendant les années 70 et 80. Depuis lors, le pays a enregistré une nette reprise par suite, principalement, de la mise en œuvre de divers programmes d'ajustement structurel et de restructuration menés par le gouvernement avec l'aide d'une coalition de donateurs. Grâce à cette reprise, la République-Unie de Tanzanie est l'un des pays qui "donne le ton" en Afrique, particulièrement pour ce qui est de s'adapter à des idées nouvelles, de démanteler le tribalisme et de garantir un équilibre intrinsèque entre une économie de marché et la justice sociale.

2. Le FIDA a actuellement un portefeuille solide et diversifié en République-Unie de Tanzanie qui a évolué à la lumière des nombreux enseignements qu'il a tirés de ses programmes et de ses études ainsi que des activités menées à bien par d'autres donateurs. Étant donné l'expérience acquise par le FIDA, le gouvernement a demandé au Fonds de jouer un rôle accru dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. Il faudra par conséquent faire avancer ce processus et déterminer dans quelle mesure le FIDA peut jouer un rôle majeur et constructif en aidant le gouvernement à atteindre les buts qu'il s'est fixé dans le contexte des objectifs de développement pour le Millénaire et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Les nouvelles options pouvant être envisagées ont été discutées en détail par les représentants de 21 pays lors du dernier atelier régional organisé par le FIDA pour les pays de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe qui a eu lieu à Dar-es-Salaam en 2002. Par la suite, les conclusions de cet atelier, l'examen du portefeuille du Fonds et le projet d'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) ont été discutés lors de divers ateliers organisés avec les parties prenantes pour bien définir, en parvenant à un consensus à ce sujet, la nature, l'orientation et la portée des stratégies du FIDA en République-Unie de Tanzanie dans le cadre du programme à moyen terme du pays, tel qu'il est reflété dans sa Vision et développement à l'horizon 2025, dans la stratégie de développement rural (SDR) et dans la stratégie de développement du secteur agricole (SDSA).

3. Ce COSOP marque par conséquent l'aboutissement du processus entamé, sur l'initiative et sous la direction du pays, pour définir un cadre pour le plan d'investissement à moyen terme du Fonds à la lumière des enseignements tirés et de l'expérience acquise à la faveur de ses interventions dans le pays. Il a également pour but d'approfondir les connaissances qu'a le Fonds de l'expansion du secteur agricole et de la situation en ce qui concerne la pauvreté, d'examiner les progrès accomplis jusqu'à présent dans la mise en œuvre des politiques économiques et d'analyser l'impact du changement du point de vue des bénéficiaires. On a identifié dans le COSOP les principaux problèmes à résoudre pour accélérer une croissance auto-entretenue dans l'agriculture et de réduire plus rapidement la pauvreté dans les régions rurales. Il met en relief la nécessité d'entamer avec le gouvernement un processus constructif de concertation afin d'élaborer un plan d'action stratégique d'ensemble en vue de recentrer les institutions, les ressources financières et les moyens du gouvernement sur les groupes cibles du FIDA afin de mieux les intégrer aux activités de développement.

4. **Contexte national et sectoriel et contraintes qui entravent le développement**. La République-Unie de Tanzanie est l'un des pays d'Afrique orientale et australe qui a le plus de potentiel et pourrait influencer les perspectives économiques et sociales de la région tout entière. Le pays a une population nombreuse – 34,45 millions d'habitants – et sa superficie dépasse celles du Kenya et de

l'Ouganda ensemble. En dépit de la transformation économique extraordinaire enregistrée au cours des six dernières années, le pays est encore au nombre des plus pauvres du monde avec un revenu par habitant de 270 USD. De ce fait, il a pu bénéficier de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Les perspectives économiques du pays dépendent des prospectives de croissance de l'agriculture, qui représente environ 45% du produit intérieur brut (PIB) total, emploie 70% de la population active et est à l'origine de 60% des recettes en devises du pays. Au cours des cinq dernières années, la République-Unie de Tanzanie a beaucoup avancé sur la voie de la stabilisation et de la restructuration de l'économie nationale. Poursuivant sur la lancée des réformes antérieures, le gouvernement s'attache principalement à réduire la pauvreté et à maintenir la discipline budgétaire en subordonnant l'allocation des ressources à de rigoureux principes de budgétisation de caisse aux secteurs prioritaires. Cela a permis au pays de parvenir à un taux de croissance de 4,9% en 2003, lequel devrait atteindre 5,6% en 2004. Divers indicateurs de développement montrent que l'économie est aujourd'hui plus solide et plus stable et semble bien placée pour atteindre un taux de croissance de 7 à 8% – ce qui est nécessaire si l'on veut que les objectifs de développement pour le Millénaire puissent être atteints – pour autant que les donateurs continuent de fournir leur soutien et leur assistance au pays. Pour ce qui est des performances globales du secteur de l'agriculture, le pays a enregistré une croissance progressive mais régulière dont le taux, qui était seulement de 2,4% en 1997, a atteint 5,5% en 2001. À l'intérieur du secteur agricole lui-même, le taux de croissance le plus élevé a été constaté dans le sous-secteur de la pêche (7,0%), suivi par celui des cultures de rapport, avec 5,9%. Néanmoins, les politiques tendant à promouvoir la croissance de l'agriculture ne sont pas encore allées assez loin pour réaliser tout le potentiel du secteur ou créer le cadre institutionnel nécessaire pour faire avancer le processus.

5. Les types de politiques à mettre en œuvre pour stimuler la croissance doivent être fondés sur un cadre stratégique assorti d'un plan d'action tendant à éliminer les contraintes critiques dans les principaux secteurs de l'économie rurale. Si les problèmes qui se posent dans chaque sous-secteur diffèrent beaucoup par leur nature et par leurs dimensions, l'on peut identifier trois problèmes transversaux: i) **dimension économique**. Le problème économique le plus critique qui affecte aussi bien le bilan de l'activité que les incitations qui encourageraient une production accrue tient au manque d'accès des petits exploitants à des technologies appropriées, au financement et aux marchés, ce qui s'est traduit par une baisse progressive mais prolongée des prix réels à la production des cultures aussi bien vivrières que de rapport; ii) **environnement institutionnel**. Les ruraux pauvres, et en particulier les femmes, sont confrontés à un environnement institutionnel qui soit est neutre, soit les empêche de sortir de l'ornière de la pauvreté, surtout du fait de l'absence de pluralité de prestataires de services agricoles et de l'accent insuffisant qui est mis sur l'habilitation des organisations d'agriculteurs; et iii) **cadre politique**. Des progrès considérables ont été accomplis en matière de politiques générales et de réglementation, surtout pour ce qui est de la législation concernant les titres de propriété foncière, les droits d'eau, le microfinancement et les services zoosanitaires. Toutefois, ces politiques et réglementations ne sont pas encore pleinement opérationnelles.

6. L'impact de ces contraintes sur chaque sous-secteur et la façon dont on pourrait s'y attaquer dans le contexte du mandat du Fonds, qui est de réduire la pauvreté en milieu rural, sont examinés en détail dans la section II, et les contraintes qui entravent l'activité dans les divers sous-secteur sont résumées à l'appendice VIII.

7. **Évaluation du potentiel et de la productivité agricoles**. En République-Unie de Tanzanie, la terre, les ressources naturelles et le bétail sont abondants, ce qui pourrait lui permettre d'accélérer et de diversifier davantage la croissance de l'agriculture et d'élever les revenus des ménages grâce à une augmentation de la production des cultures aussi bien vivrières que commerciales. Ces quatre grandes zones agroécologiques et six systèmes de culture sont généralement caractérisés par des sols fertiles, des ressources hydrauliques suffisantes et des précipitations adéquates, sauf dans les régions arides et semi-arides. Le potentiel élevé de l'agriculture dans ces régions se reflète dans le fait qu'elles font actuellement vivre 4,4 millions de ménages de petits exploitants qui cultivent environ 3,0 millions

d'hectares, soit 34% seulement du total des terres arables. Les programmes d'accroissement de la production entrepris avec un financement des donateurs dans diverses zones agroécologiques, particulièrement dans les hautes terres du nord et du sud du pays, les plateaux et les zones semi-arides du centre, montrent que la productivité de la plupart des cultures vivrières et commerciales pourrait être accrue de 50% à 150% au moyen d'une amélioration des pratiques de culture et d'élevage (paragraphes 17 et 18).

8. **Cadre stratégique et orientation future des activités du Fonds**. Les orientations stratégiques des investissements du FIDA (voir le Cadre logique – appendice II) à moyen terme sont conçues comme un élément faisant partie intégrante du processus pensé par le pays pour réaliser la Vision à long terme du gouvernement, qui correspond aux objectifs de développement pour le Millénaire, en: i) **améliorant des systèmes de subsistance et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres** en les mettant au centre du développement et en fournissant des services correspondant à leurs besoins et à leurs préférences; ii) **aidant le pays à poursuivre la réforme de ses politiques et de ses réglementations** en ce qui concerne des aspects critiques de la croissance en milieu rural (par exemple: services financiers ruraux, imposition de l'agriculture et ressources naturelles) pour continuer à libéraliser l'économie et à améliorer la compétitivité, à offrir des incitations aux producteurs et à améliorer la productivité; et iii) aidant les Tanzaniens à **établir un système transparent de bonne gouvernance** en vue de promouvoir l'inclusion sociale, de renforcer la responsabilisation des institutions existantes et d'améliorer les résultats des projets et programmes appuyés par le FIDA (appendice III).

9. Le Fonds envisage d'accorder la priorité à: i) une **stratégie de croissance** favorable aux pauvres tendant à intervenir à la fois sur les dimensions économiques et sociales de la pauvreté afin d'améliorer les systèmes de subsistance des ruraux pauvres en général. Cette intervention va dans le sens du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté élaboré pour le pays, de la stratégie de développement rural et de la stratégie de développement du secteur agricole au plan national, et du NEPAD et de la Communauté de développement de l'Afrique australe au plan régional; ii) la **modernisation technologique**, afin d'accroître la production et la productivité de la terre, du travail et du capital grâce à l'utilisation de semences, d'intrants et de pratiques de culture et d'élevage améliorés; et iii) **l'appui aux institutions des pauvres au niveau communautaire** (par exemple: associations de producteurs, associations d'usagers des eaux, institutions de microfinancement et associations pour l'amélioration des semences) pour leur permettre d'influer sur la formulation des politiques, les investissements et les services dans les secteurs aussi bien public que privé.

10. Sur la base du cadre stratégique ci-dessus, le FIDA appuiera plusieurs programmes nationaux reflétant certains programmes précédents du Fonds qui ont déjà donné de bons résultats sur une base pilote ou à une échelle régionale. En fournissant une assistance stratégique ciblée, ces programmes permettront au pays de consolider les résultats déjà obtenus et d'aller au-delà de la phase de libéralisation pour entreprendre une action nouvelle et novatrice indispensable à l'amélioration de la compétitivité, de la sécurité alimentaire, de la productivité agricole et de l'économie rurale. Les orientations générales de l'action du FIDA et le cadre stratégique à la base du COSOP, ainsi que les liens entre celui-ci et les processus nationaux et internationaux sont illustrés aux appendices IV et IX respectivement. Les programmes en question sont les suivants:

i) **Technologies agricoles et services consultatifs**. Le principal objectif de ce programme appuyé par le Fonds sera de réorienter le programme de service de vulgarisation, actuellement dirigé par le secteur public, de manière à refléter une approche de la prestation de services reposant sur une cadre institutionnel pluraliste de nature à promouvoir la demande et la fourniture de services de vulgarisation et d'information axés sur les besoins des pauvres (paragraphe 28);

ii) **Développement de l'élevage et des activités agropastorales au niveau communautaire**. À la lumière de l'expérience tirée de l'exécution des programmes du

FIDA dans la région de Mara, le nouveau programme portera sur les aspects critiques de l'économie de l'élevage qui affectent directement la vie des communautés pastorales. Il s'agira notamment de renforcer les capacités des communautés, l'infrastructure et les circuits des marchés des produits de l'élevage et les mécanismes de survie, mettre en place des systèmes d'alerte rapide et de réformer et de rationaliser les politiques concernant ce sous-secteur (paragraphe 29);

iii) **Développement des petits systèmes d'irrigation**. Ce programme fait suite aux activités novatrices menées à bien à titre expérimental dans le cadre du programme de développement participatif de l'irrigation, tendra à exploiter et à développer les petits systèmes permettant de maîtriser et de gérer l'eau efficacement et à peu de frais pour satisfaire les besoins récurrents d'eau en milieu rural (par exemple: irrigation des cultures, eau de boisson pour la consommation humaine et animale et génération d'énergie (paragraphe 30);

iv) **Développement des petites agro-industries et des activités génératrices de revenus.** La libéralisation a déjà ouvert la voie au développement des petites agro-industries privées et des activités génératrices de revenus de caractère non agricole. Cependant, pour être pleinement exploité, ce processus doit être élargi et renforcé en encourageant davantage les investissements et l'innovation et en mettant en place des politiques d'incitation (paragraphe 31); et

v) **Services de santé, assainissement et VIH/Sida**. Dans le cadre de ce programme, le FIDA et le Fonds belge de survie contribueront à la mise en œuvre du cadre multistratégique national dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et de la lutte contre le VIH/Sida, l'accent étant mis sur les régions rurales. Le Fonds exploitera l'expérience et les connaissances qu'il a acquises pour s'employer à atténuer l'impact négatif du VIH/Sida sur le développement agricole et mettra l'accent sur les mesures de prévention de l'infection par le VIH (paragraphe 32).

Concertation, coordination avec les donateurs et gestion du portefeuille

11. **Concertation**. Le FIDA, en collaboration avec d'autres donateurs, aide actuellement le gouvernement à formuler un cadre politique et opérationnel détaillé visant à renforcer les institutions rurales de microfinancement, à rationaliser la fiscalité agricole, à mettre en place un mécanisme approprié de recouvrement des coûts des services d'irrigation et à établir un système de communication pour diffuser des informations sur les marchés et les prix. Il est fourni une assistance pour atténuer les distorsions économiques et améliorer l'efficacité du secteur agricole. Le FIDA continuera d'aider le gouvernement à régler certains des problèmes critiques concernant la gestion des terres et des eaux et le microfinancement identifié dans la SDSA et la SDR; à éliminer les obstacles qui entravent la commercialisation et les échanges; à rationaliser les politiques de recouvrement des coûts; à promouvoir la durabilité; et à décentraliser les processus de prise de décisions (paragraphe 35).

12. **Coordination avec les donateurs et complémentarité**. À l'intérieur de ce cadre général, la "feuille route" du FIDA, telle qu'elle est reflétée dans le présent COSOP, tendra à assurer la complémentarité et les liens nécessaires avec les autres programmes entrepris dans le pays avec une aide multilatérale et bilatérale pour réaliser une vision commune. La mise en œuvre de ce COSOP sera coordonnée et harmonisée au moyen des mécanismes administratifs et des procédures déjà mis en place par le Conseil national de développement rural et le Comité interministériel de coordination pour l'agriculture, et le Ministère des finances continuera de centraliser l'administration des fonds prêtés. En outre, pour accroître les possibilités de cofinancement, le Fonds s'emploiera à parvenir à un accord avec tous ses partenaires pour identifier et délimiter les domaines qui se prêtent à une alliance et à une coopération stratégique dans le contexte des programmes auxquels un appui sera fourni à l'avenir (paragraphe 34).

13. **Gestion du portefeuille et résultats**. Une évaluation approfondie du programme de pays (EPP) et une évaluation de divers projets ont été menées à bien pour déterminer comment pourraient être améliorés les résultats actuels des portefeuilles et pour identifier les aspects et politiques spécifiques qui définiront l'orientation des interventions futures. La plupart des problèmes opérationnels sont indiqués dans la section I et sont résumés dans l'accord conclusif (appendice VI). Il a cependant été identifié plusieurs importantes questions transversales qui méritent d'être étudiées plus avant. Il s'agit notamment de la **privatisation des activités agricoles** et de la rationalisation du rôle du secteur public; de l'**articulation de la demande des bénéficiaires et de la formulation de stratégies appropriées de sortie** de nature à garantir la durabilité des activités après la fin du programme; la **promotion d'une bonne gouvernance et de l'obligation redditionnelle** des agents d'exécution publics et privés; et de **l'établissement d'un réseau informatique afin de faciliter la gestion de la dette** (paragraphe 36).

14. **Conclusions et recommandations pour l'avenir**. Dans le contexte du cadre stratégique proposé, le gouvernement et le FIDA sont convenus, à ce stade, d'inclure les programmes d'investissement ci-après dans la **filière à moyen terme de prêts du FIDA pendant la période 2004-2007:**

i) Programme de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs;
ii) Programme communautaire de développement de l'élevage et des activités agropastorales;
iii) Programme participatif de développement des petits systèmes d'irrigation;
iv) Programme de développement des petites et moyennes entreprises et agro-industries rurales; et
v) Programme concernant les services de santé et l'assainissement et le VIH/Sida.

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

I. INTRODUCTION

1. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) est le résultat des efforts concertés déployés par le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et le FIDA pour élaborer un plan cohérent d'assistance de nature à contribuer à la réalisation des objectifs fixés dans la Vision du développement à l'horizon 2025 et des objectifs de développement pour le Millénaire, tout en constituant le principal instrument d'exécution du plan à moyen terme du Fonds en matière de réduction de la pauvreté. Dans ce contexte général, les principaux objectifs du COSOP sont les suivants:

i) replacer dans une perspective historique la situation macro et microéconomique du pays et en particulier du développement agricole et rural et analyser le bilan de l'activité agricole au regard des critères de croissance, de développement durable, de mondialisation et de gouvernement;

ii) faire mieux comprendre la situation de la pauvreté dans le pays, ses causes profondes et ses conséquences; replacer les défis actuels dans le contexte du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), des objectifs de développement pour le Millénaire et du NEPAD; et trouver les moyens de réaliser les objectifs convenus, tels qu'ils sont reflétés dans lesdits plans;

iii) concevoir une stratégie d'investissement à moyen terme dans le cadre du plan prospectif pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire d'ici 2015 et proposer la mise en œuvre des programmes d'investissement convenus lors des consultations menées avec différentes parties prenantes lors de l'atelier régional du FIDA, de l'atelier d'évaluation du portefeuille de pays et de l'atelier sur les options et stratégies d'intervention qui ont eu lieu à Dar-es-Salaam en mai 2002, novembre 2002 et septembre 2003 respectivement; et

iv) promouvoir des efforts renouvelés pour accélérer le rythme du développement rural étant donné que la majorité des pauvres vivent en milieu rural et sont lourdement tributaires pour leur subsistance de l'agriculture et des activités agricoles.

2. Dans ce contexte, il importe d'élaborer un plan d'action stratégique global afin de réorienter les institutions, les moyens financiers et les ressources de l'État en faveur des ruraux pauvres et d'intégrer ainsi ce groupe désavantagé à l'ensemble des activités de développement.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE

A. Situation économique du pays

3. L'on trouvera ci-après un aperçu des tendances qui se dégagent de la situation de la société et de l'économie rurales du pays au cours des dix dernières années. Du point de vue géographique, la République-Unie de Tanzanie est plus vaste que le Kenya et l'Ouganda combinés. Le pays, situé sur la côte de l'Afrique orientale, s'étend sur une superficie de 945 200 km^2 et, avec les îles de Zanzibar et de Pemba, avait en 2001 une population de 34,45 millions d'habitants. Le climat y est tropical et les températures varient selon l'altitude. Bien que la densité de population ne soit actuellement que de 31 habitants au km^2, la population s'accroît à un rythme rapide: environ 3,1% par an. Près de 70% de la population vit dans quelque 8 000 villages ruraux, qui constituent le moteur de l'activité économique du pays, produisant environ 80% du PIB. La République-Unie de Tanzanie est l'un des

pays au monde où le revenu par habitant est le plus faible (270 USD) et la pauvreté, la maladie et la malnutrition y sont généralisées.

4. Au cours des cinq dernières années, le pays a beaucoup avancé sur la voie de la stabilité macroéconomique grâce à un programme de libéralisation des échanges et à une gestion efficace sur les plans monétaires et budgétaires comportant notamment des mesures de déréglementation des prix et des services de commercialisation. Ces réformes ont eu un impact marqué sur l'économie et se sont traduites par un taux annuel moyen de croissance du PIB d'environ 4,6% pendant la période 1997-2001. En dépit de la récession mondiale de 2001, l'activité économique s'est soldée par un taux de croissance de 5,6%, contre des taux moyens de 2,5% au plan mondial et de 3,7% en Afrique. Les éléments qui ont contribué à cette croissance accélérée ont été les efforts déployés par le gouvernement pour maîtriser l'inflation (qui est tombée de 35,5% en 1994 à 5,2% en 2001), accroître la formation de capital (de 5,8%) et promouvoir l'expansion agricole (de 5,5%). Jusqu'à présent, les résultats économiques ont été satisfaisants et les donateurs ont apporté au pays une assistance solide pour l'aider à entreprendre les réformes structurelles et procéder aux investissements nécessaires pour améliorer la qualité de la vie de la population dans tous les secteurs.

5. Toutefois, il est difficile d'accélérer davantage le taux de croissance de l'économie du fait que le gouvernement n'a qu'une capacité limitée de générer des recettes suffisantes de sources internes, que le service d'une dette qui se monte à 8,3 milliards de USD (dont 7,4 milliards de USD de dette extérieure) est élevé; du déficit continu de la balance des opérations courantes, estimé à 6,5% du PIB en 2001; à la baisse marquée du shilling tanzanien entraînée par un ralentissement des rentrées de devises; et l'accroissement de la demande d'importations. Le pays devra continuer d'avoir accès à une aide au développement si l'on veut qu'il puisse introduire les mesures de réforme prévues dans le secteur de l'intermédiation financière et promouvoir le développement de l'agriculture, la réduction de la pauvreté et la rationalisation des activités du secteur public.

B. Secteur agricole

6. Il existe en République-Unie de Tanzanie une corrélation étroite entre l'expansion économique et les indicateurs de bien-être d'une part, et le bilan de l'activité dans le secteur agricole, de l'autre. Ce dernier est le secteur prédominant et le plus dynamique et emploie quelque 85% du total de la population active. Pendant la période 1997-2001, il a été à l'origine de 73% du total des exportations et a représenté chaque année, en moyenne, 48% du PIB total[1]. En outre, l'agriculture est la source de 90% environ du revenu total de la tranche inférieure de 20% de la population et 64% de la tranche supérieure de 20%. Les cultures commerciales sont le sous-secteur agricole le plus important et contribuent au PIB à hauteur d'environ 65%. Les principales cultures vivrières sont le maïs, le sorgho, le mil, les bananes, le manioc, le riz, les haricots, les patates douces, le blé et les légumineuses. En dépit des fluctuations annuelles des conditions météorologiques et de calamités naturelles fréquentes, le taux de croissance dans le secteur agricole s'est amélioré progressivement mais régulièrement, passant de 2,4% en 1997 à 5,5% en 2001. À l'intérieur du secteur agricole lui-même, le taux de croissance le plus élevé a été enregistré dans le sous-secteur de la pêche (7,0%), suivi par celui des cultures commerciales (5,9%). Cette amélioration des performances est imputable principalement à la libéralisation des politiques économiques concernant les prix et la réglementation des activités de commercialisation ainsi qu'à la restructuration des services à l'agriculture. Ces réformes ont aidé à accroître aussi bien le commerce interne que les exportations et ont fait de la République-Unie de Tanzanie un important fournisseur de produits alimentaires pour tous les pays voisins. Une large part de succès est dû à l'appui fourni par le FIDA et d'autres donateurs à différentes innovations induites par la technologie, en particulier l'expansion des réseaux d'irrigation, l'introduction de variétés à haut rendement (riz, maïs, haricots), qui est allée de pair avec l'application de technologies de lutte intégrée contre les ravageurs/nutrition intégrée antiparasitaire (LIR/NIA);

[1] *The Economic Survey 2001*. Commission de la planification, Dar-es-Salaam, juin 2002.

l'utilisation d'un système de vulgarisation efficace dirigé par les agriculteurs et répondant à leurs besoins (stages pratiques pour agriculteurs); et le renforcement des organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations communautaires d'agriculteurs, comme les associations d'usagers des eaux, organisations de producteurs, institutions de microfinancement et mutuelles d'épargne et de crédit. Les cultures de rapport, principalement de café, de canne à sucre, de coton, de tabac, de noix de cajou, de sisal et de thé, sont principalement exploitées par de petits agriculteurs. Toutefois, ce sous-secteur a souffert ces deux dernières années de fluctuations marquées des cours internationaux des produits, des distorsions qui ont caractérisé les marchés internationaux, une mauvaise gestion des coopératives et des conseils de coopération gérés par l'État et de l'absence de systèmes de contrôle de la qualité et d'installations de traitement appropriés. De même, le sous-secteur de l'élevage, en dépit de son énorme potentiel, a continué de stagner, les politiques et incitations existantes n'étant pas de nature à l'intégrer comme il convient au système d'exploitation dans son ensemble.

7. Le secteur agricole (y compris la pêche et l'élevage) n'a donc pas donné de résultats à la mesure de son potentiel faute de technologie appropriée, de financement, de liens avec les marchés et d'autres arrangements institutionnels. Du côté positif, le gouvernement est pleinement résolu à atteindre l'objectif de développement pour le Millénaire consistant à réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici à 2015. Pour traduire cet engagement dans la réalité, il faudra assurer pendant toute cette période un taux de croissance d'environ 6 à 8% par an. S'il apparaît tout à fait possible pour l'économie rurale d'atteindre un tel objectif de façon durable, le gouvernement doit procéder à des restructurations fondamentales pour éliminer les principaux obstacles qui existent dans les domaines ayant le plus fort potentiel de croissance – comme les cultures, l'élevage, les ressources naturelles et les agro-industries – et qui pourraient beaucoup contribuer à réduire à la fois l'ampleur et l'intensité de la pauvreté rurale (appendice VIII). Les politiques tendant à stimuler cette croissance devront être fondées sur un cadre stratégique assorti de plans d'action tendant à éliminer les contraintes critiques qui entravent l'activité dans les domaines ci-après de l'économie rurale.

8. **Production agricole, productivité et technologie.** L'une des principales causes de la pauvreté en milieu rural est la faible productivité agricole due au peu d'intrants utilisés pour les cultures et l'élevage ainsi qu'à des pratiques d'élevage déficientes. Bien que la production ait augmenté pendant la deuxième moitié des années 90, la productivité en général a stagné. Il en va de même des cultures commerciales comme celles du café, du coton, de la canne à sucre et de la noix de cajou. Les principaux facteurs qui contribuent à cette situation sont: i) la baisse des prix réels à la production de toutes les cultures vivrières et cultures d'exportation, de 40 à 60% et de 25 à 70%[2] respectivement, entraînée par l'appréciation des taux de change réel, des termes de l'échange défavorables entre les denrées agricoles et les produits industriels et le déclin du commerce international au cours des dix dernières années; ii) la diminution progressive de la rentabilité des cultures vivrières entraînée par l'élimination du subventionnement des intrants et, de ce fait, l'augmentation du prix réel des intrants de production , en particulier des engrais, qui ont été multipliés par un facteur de 2,5 à 3,9 par rapport au prix des cultures vivrières et des cultures de rapport[3]; iii) les marges bénéficiaires anormalement élevées appliquées aux cultures d'exportation comme aux cultures vivrières, représentant environ 48% et 25% des prix franco à bord respectifs, imputables essentiellement au manque d'intégration des marchés et à l'insuffisance de l'infrastructure et des installations de commercialisation dans les régions rurales; et iv) la diminution du financement offert aux agriculteurs par les intermédiaires financiers formels, tombé de 25% en 1980 à moins de 5% en 2001.

9. Ces facteurs économiques ont été aggravés par d'autres problèmes institutionnels et structurels comme: i) l'insuffisance du nombre de prestataires de services d'appui à l'agriculture qui puissent

[2] Country Economic Memorandum. Banque mondiale, septembre 2001.

[3] *Agriculture: Performance and Strategies for Sustainable Growth*. Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Dar-es-Salaam, février 2000.

durablement fournir aux agriculteurs des services efficaces, économiques et adaptés à leurs besoins; ii) la diminution progressive des investissements du secteur public (tombés de 21% du total des crédits budgétaires en 1980 à 2,1% en 1998, ce chiffre ayant cependant légèrement augmenté pour revenir à 6,5% en 2002/03), qui a affecté la productivité de la terre, du travail et du capital; iii) une législation foncière inappropriée, particulièrement pour ce qui est des droits de jouissance et des droits d'eau, de sorte qu'il a été extrêmement difficile pour les agriculteurs d'obtenir un financement des banques pour procéder aux investissements complémentaires nécessaires pour améliorer la productivité de la terre; iv) l'insuffisance de la mécanisation agricole et l'absence de politiques dans ce domaine, qui limitent sérieusement la production et la productivité de la terre, de sorte que 34% seulement de la superficie totale des terres cultivables ont été utilisées, dont 70% sont travaillées au moyen d'outils rudimentaires comme houes à main; et v) l'absence de systèmes d'irrigation économiques répondant aux besoins des communautés qui pourraient encourager le progrès technologique qui pourrait accroître la production des petites exploitations et exploitations marginales grâce à l'adoption de variétés de semences améliorées.

10. **Contraintes affectant l'élevage et l'exploitation des ressources naturelles**. L'élevage est l'un des piliers des systèmes de subsistance de l'agriculture dans trois zones agroécologiques du pays où les organisations sociales, la gestion de l'environnement et les systèmes de production sont indissociablement liés. Globalement, l'élevage est à l'origine d'environ 30% du total des revenus monétaires, de 70% de la consommation de protéines et de 20% des possibilités d'emploi en milieu rural. Dans le secteur de l'élevage, cependant, le taux de croissance a été très lent et la valeur ajoutée n'a augmenté que de 8%, contre 36% pour les cultures au cours des 20 dernières années. Ces résultats consternants sont dus: i) à l'insuffisance des services zoosanitaires, qui entraîne l'apparition fréquente d'épidémies et de maladies transmises par des vecteurs, qui ont accru le taux de mortalité des vaches et des veaux de 20% et de 40% respectivement, soit une perte estimée à 110 millions de USD par an, et qui a également affecté l'élevage de vaches croisées, dont la production laitière est dix fois plus élevée que celle des vaches locales traditionnelles; ii) à un cadre réglementaire désuet et insuffisant. La plupart des lois concernant la santé et les maladies animales remontent à une vingtaine d'années et doivent être actualisées et intégrées comme il convient aux autres services complémentaires, en consultation avec les agriculteurs; iii) au manque de précision des dispositions légales et d'arrangements institutionnels concernant les droits fonciers et les droits d'eau , des améliorations dans ce domaine étant indispensables pour encourager les investissements, atténuer la dégradation des sols et améliorer la gestion des eaux; iv) au manque d'infrastructures en matière de marchés et de commercialisation, qui entrave l'expansion du commerce extérieur et des exportations, limite la productivité de l'élevage en termes de viande et de production laitière et réduit les bénéfices des éleveurs et des pasteurs; et v) aux sécheresses périodiques et la dégradation des terres de parcours, qui ont également affecté les troupeaux et la qualité des produits, surtout par suite de la perte de sol, de l'avancée de la végétation arbustive, de la réduction de la biodiversité et du déboisement. Ces problèmes peuvent être résolus grâce à une intégration appropriée des mesures de conservation des sols et de l'eau et de gestion des parcours aux systèmes d'exploitation des communautés.

11. **Contraintes qui entravent le développement des petites agro-industries et des petites entreprises industrielles**. Les agro-industries et les industries qui travaillent pour l'agriculture représentent environ 60% de la valeur ajoutée dans le secteur industriel et sont à l'origine d'environ 18% du total des recettes d'exportation[4]. Faute d'incitations et de possibilités adéquates au plan interne, la plupart des cultures commerciales (y compris les fruits et légumes), soit sont exportées, soit se gâtent par suite de la faiblesse de la consommation et de la capacité d'absorption interne, qui varie entre 10 et 30%. Il ressort des données récentes que 95% des noix de cajou sont actuellement exportées à l'état brut, et que 4% seulement des fruits et légumes produits sont traités sur place. Les contraintes structurelles ont un effet de paralysie dans tout le sous-secteur et sont principalement: i) en

[4] *Agriculture: Performance and Strategies for Sustainable Growth*. Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Dar-es-Salaam, février 2000.

ce qui concerne le traitement, des contraintes liées surtout au manque d'efficacité technique et au faible taux de récupération, à l'absence de machines modernes, au peu d'efficacité des connaissances techniques locales et à l'inexistence d'éléments d'infrastructure technique (comme l'électricité et les organismes d'approvisionnement et de services), de pièces détachées et de services de réparation et d'entretien. Les taux d'utilisation de la capacité totale de traitement du café, du coton, du thé et du sucre n'ont été que de 30%, 60%, 68% et 10% respectivement, et ont varié entre 5 et 30% dans le cas des installations de traitement des noix de cajou, de sisal, de pyréthrine et d'huiles comestibles; ii) dans le secteur de la commercialisation, les contraintes existantes affectent toutes les activités (incitations à la production, coûts, qualité, prix, exportations) de sorte que les agriculteurs ne touchent que de 20 à 30% des prix franco à bord, ce qui décourage sérieusement une augmentation de la production; et iii) des contraintes financières auxquelles se heurtent principalement les petites industries de traitement ou les hommes d'affaires qui ne peuvent pas avoir accès aux services financiers ordinaires indispensables aux transactions commerciales, y compris à des fonds de roulement, du fait du manque de banques commerciales dans les régions rurales.

12. **Santé, assainissement et VIH/Sida.** L'incidence du paludisme, de la tuberculose et du VIH/Sida est élevée et ces maladies se propagent rapidement, surtout l'affection par le VIH. Il ressort des études réalisées[5] qu'environ 1,5 million de Tanzaniens vivent avec le VIH/Sida, dont 70% ont de 15 à 59 ans, c'est-à-dire l'âge le plus productif, et 60 à 80% sont des femmes. En 2001, environ 2,5 millions de personnes ont consulté les dispensaires ruraux et un tiers était affecté par le paludisme. En outre 1% seulement du nombre total de ménages ruraux ont accès à l'eau salubre distribuée par canalisation et 65,5% tirent leur eau de boisson de sources non protégées. L'impact cumulatif du manque de services sociaux est sévère au niveau des ménages agricoles et accroît la vulnérabilité de ces derniers à l'insécurité alimentaire et à l'insécurité de leurs moyens de subsistance, et les pousse souvent au bord de la misère. Ces trois maladies, et en particulier le VIH/Sida, affectent tous les aspects des activités économiques des ruraux pauvres par le biais: i) de la perte d'emplois agricoles et non agricoles, estimée entre 13 et 27% pendant les périodes de production critiques; ii) de la diminution des revenus et de l'érosion du patrimoine des ménages, qui doivent puiser dans leurs économies et vendre leurs avoirs et leur bétail, ce qui réduit les possibilités d'investissement dans l'agriculture; et iii) de la disparition du savoir agricole, des compétences et du capital social entraînée par des décès prématurés ou l'incapacité d'accomplir un travail physique productif. En outre, ces problèmes sont exacerbés par des mesures administratives, réglementaires et politiques appliquées aux personnes victimes de ces trois maladies, et en particulier du VIH/Sida, ainsi que par des attitudes culturelles qui rendent impossible le type de communication indispensable à la prévention, au diagnostic et au traitement.

C. Pauvreté rurale

13. La pauvreté rurale dans le pays est tombée de 65% en 1985 à 51% en 1991 puis à 38,7% en 2001. Ce progrès remarquable se reflète dans l'indicateur de développement humain calculé par le Programme des Nations Unies pour l'aide au développement, qui est passé de 0,266 en 1991 à 0,421 en 2002. Néanmoins, la pauvreté demeure généralisée et intense et est généralement un phénomène rural. Environ 85% des pauvres vivent en milieu rural et l'agriculture est pour eux la principale source de revenus et de moyens de subsistance. Selon l'enquête sur les ménages de 2000/01, environ 20,4% de la population rurale vit dans la pauvreté absolue, telle que mesurée par le seuil de pauvreté alimentaire, et environ 38,7% est considérée comme pauvre[6]. Dans le secteur agricole, les producteurs de cultures vivrières sont généralement plus pauvres que les exploitants de cultures de rapport mais

[5] *Developing a Poverty Baseline in Tanzania*. National Bureau of Statistics and Oxford Policy Management, Dar-es-Salaam, mai 2000.

[6] Sur la base de l'enquête sur les budgets des ménages de 2000/01, le Cabinet de la Présidence a défini deux seuils de pauvreté: le seuil de pauvreté alimentaire, qui correspond à un niveau de revenu insuffisant pour satisfaire les besoins alimentaires essentiels, et un seuil de pauvreté de base, qui reflète le revenu minimum requis pour satisfaire non seulement les besoins alimentaires mais aussi les autres besoins essentiels.

les uns comme les autres opèrent en présence de contraintes cycliques et structurelles, sont victimes de calamités naturelles fréquentes (sécheresse et inondation) et manquent d'accès aux marchés, d'intrants, de financement et d'eau d'irrigation. L'inégalité des revenus en milieu rural, telle que reflétée dans le coefficient de Gini, semble être restée à peu près constante à un niveau de 0,33 et est liée aux différences d'accès aux avoirs productifs, y compris la terre, le financement, le bétail et l'éducation. Selon une enquête sur le profil de la pauvreté des ménages ruraux, le pourcentage de la population rurale qui produit des aliments pour l'autoconsommation est tombé de 42% en 1991/92 à 32% en 2000/01. Seulement 28% des ménages ruraux ont accès à une eau de boisson salubre, 29% des adultes n'ont aucune éducation primaire et 34% des habitants du pays ne reçoivent aucun traitement médical[7]. Il est clair en outre que la pauvreté s'intensifie à mesure qu'augmente l'éloignement des marchés, des sources d'approvisionnement en eau potable et des dispensaires.

14. L'incidence de la pauvreté est très variable dans le pays mais est la plus forte parmi les familles rurales qui vivent dans les régions arides et semi-arides et qui sont entièrement tributaires de l'élevage et de la production vivrière. En termes de consommation, ce sont les habitants des hautes terres du centre et du nord du pays qui souffrent le plus de déficiences nutritionnelles (tableau 1). Les zones les plus pauvres du pays sont les régions côtières et les hautes terres du sud. Du point de vue de la conception des politiques et stratégies, aucune région n'est nettement plus aisée qu'une autre, et toutes sont très pauvres, quelles que soient les normes de comparaison retenues au plan international.

Tableau 1: Consommation vivrière journalière, par système de culture

Système de culture	Zone	Énergie en Kcal par jour et par habitant	Protéines en grammes par jour et par habitant
Noix de cajou/manioc	Côte méridionale	2 141	52
Maïs, café, bétail	Hautes terres méridionales	2 510	76
Coton, riz, sorgho	Régions semi-arides du centre	1 547	52
Agropastoralisme	Région agropastorales semi-arides	2 168	80
Café, bananes, produits laitiers	Hautes terres septentrionales	1 606	41

Source: Banque mondiale - Agricultural Sector Memorandum, 1994.

15. **La dimension sexospécifique de la pauvreté**. La dimension sexospécifique de la pauvreté en République-Unie de Tanzanie est frappante. En principe, il existe des lois qui garantissent la pleine égalité des femmes mais, du fait de la *common law* et des conventions et des mœurs sociales existantes, ces lois ne sont pas appliquées comme il convient. Bien que de facto, les femmes soient à la tête de 25% du nombre total de ménages, leur revenu moyen est inférieur de 45% à celui des ménages dirigés par des hommes. En outre, l'on estime que 69% de ces ménages vivent en deçà du seuil de pauvreté. L'éducation des femmes, leur accès aux moyens économiques de production (comme la terre), leur propriété d'avoirs et leur capacité d'acheter des intrants (y compris auprès des services d'appui du gouvernement) sont très limités, ce qui ne fait qu'aggraver leur pauvreté et leur insécurité alimentaire. Le VIH/Sida a encore exacerbé les conditions précaires des femmes, a affecté leur apport de travail à l'agriculture et a réduit leur capacité de se livrer à d'autres activités génératrices de revenus. L'idée que les femmes et les hommes se font des causes de la pauvreté varie également: les femmes associent la pauvreté au manque d'aliments et d'eau, tandis que, pour les hommes, la contrainte la plus critique est le manque de moyens de transport (voir le tableau 2).

[7] *The Economic Survey 2001*. Commission de la planification, Dar-es-Salaam, juin 2002.

Tableau 2: Principales contraintes par sexe
(%)

CONTRAINTE	FEMMES	HOMMES
Transport	04	28
Intrants agricoles	54	23
Eau	64	24
Pénuries alimentaires	71	34
Éducation	35	17

Source: Banque mondiale, *Tanzania - The Challenge of Reforms Growth, Income and Welfare*, mai 1996, enquête aléatoire PPA.

16. Reconnaissant que les femmes consacrent de 60% à 80% de leur travail à la production agricole et à d'autres activités génératrices de revenus, le gouvernement a élaboré une politique tendant à intégrer la promotion de l'égalité entre les sexes à sa stratégie de réduction de la pauvreté et au budget de l'État par le biais du plan de dépenses à moyen terme et du processus d'examen des dépenses publiques. Le FIDA a intégré une analyse et une évaluation détaillées de la situation dans tous ses programmes en République-Unie de Tanzanie afin de refléter les besoins et les priorités des femmes. Sur la base de ces évaluations, il a été mis au point des instruments juridiques et des modalités opérationnelles spécifiques pour assurer l'habilitation des femmes et leur participation aux programmes ainsi que pour faire en sorte qu'elles aient accès aux ressources mises à la disposition du pays.

D. Réduction de la pauvreté rurale: contraintes et options

17. En République-Unie de Tanzanie, les terres fertiles, les ressources naturelles et le bétail sont abondants, de sorte que l'expansion de l'agriculture devrait pouvoir être plus rapide et plus diversifiée, ce qui relèverait les revenus grâce à une augmentation de la production aussi bien de cultures vivrières que de cultures commerciales. D'une manière générale, ses quatre grandes zones agroécologiques et ses six systèmes de culture[8] sont généralement caractérisés par des ressources suffisantes en sols et en eau et par des précipitations adéquates (sauf dans les régions arides et semi-arides). Le fait que ces régions font actuellement vivre 4,4 millions de ménages de petits exploitants ruraux qui cultivent quelque 3,0 millions d'hectares, soit 34% seulement de la superficie totale des terres arables, témoigne du potentiel agricole élevé de ces régions. Cependant, les petits exploitants continuent d'utiliser des méthodes de culture traditionnelles caractérisées par des technologies rudimentaires, des intrants insuffisants et de mauvaises pratiques de gestion. Parmi les régions indiquées à l'appendice X, les hautes terres, y compris les plateaux, présentent des perspectives relativement meilleures pour l'accroissement de la production de café, de bananes et de fruits et légumes au moyen de cultures intercalaires ainsi que de céréales comme le maïs ou de légumineuse, au moyen de cultures intercalaires avec les cultures pérennes. Comme les précipitations sont considérables, des légumes de haute valeur et d'autres récoltes pourraient constituer d'importantes sources de revenus si des liens appropriés avec les marchés étaient établis. Les zones arides et semi-arides ont un potentiel relativement réduit pour ce qui est des cultures soutenues mais pourraient être utilisées pour l'élevage extensif, lequel pourrait être complété par la culture de récoltes résistantes à la sécheresse comme le manioc, le sorgho, le mil et le sisal. Dans les zones côtières, les cultures les mieux appropriées sont les noix de cajou, les noix de coco et les cultures commerciales traditionnelles, mais il faudrait, pour continuer à les développer, relever les prix à la production et améliorer l'infrastructure locale et les circuits de commercialisation. Le potentiel d'augmentation des rendements et d'intensification des cultures de paddy et de canne à sucre est considérable aussi dans la zone de la plaine alluviale, en

[8] Le pays est subdivisé en 20 systèmes de cultures et zones agroécologiques, qui ont été regroupés en six systèmes et quatre autres respectivement. Source: Agriculture Sector Monitoring Programme Crop Reports 1999.

particulier parce que les petits exploitants utilisent actuellement des technologies simples et pratiquent une irrigation par sillon.

18. Pendant la prochaine étape des réformes il faudra faire le nécessaire pour surmonter les principales contraintes et exploiter pleinement le potentiel qu'offre l'agriculture. Il faudra pour cela introduire des changements fondamentaux et stratégiques dans le secteur agricole, et notamment: i) encourager le changement technologique en général et, pour cela, réorganiser les services de recherche et de vulgarisation agricoles de sorte qu'ils puissent répondre aux besoins des agriculteurs et faciliter l'accès de ces derniers au financement, à l'eau, à l'information et aux marchés, ce qui devrait permettre d'accroître la production céréalière de 3 à 4 millions de tonnes en développant les systèmes d'irrigation et l'utilisation d'engrais dans les zones semi-arides du centre du pays et dans les hautes terres septentrionales. Des possibilités semblables existent pour les cultures commerciales, en particulier des cultures aussi dépendantes des prix que le café, les noix de cajou, les bananes, le riz, le coton et le maïs; ii) centrer les efforts sur les petits exploitants afin d'élargir leur base d'exploitation et d'accroître leur capacité de production, ce qui contribuera à assurer un taux de croissance additionnel et durable d'environ 4% pour les cultures commerciales (café, noix de cajou et thé), de 3% pour les cultures vivrières, et de 5% pour les fruits et légumes; iii) améliorer l'accès des pauvres à la terre. À l'heure actuelle, les pauvres cultivent des lopins relativement exigus (de 0,1 à 0,7 ha)[9] et la plupart d'entre eux n'ont pas de titres de propriété ou de droits appropriés sur leur terre. Il est essentiel de donner des droits de propriété à ceux qui utilisent la terre et de redistribuer les terres aux petits exploitants, en particulier les pauvres, et cela contribuerait à améliorer l'efficience de la production et à accroître les investissements par un emploi approprié des facteurs de production; iv) en ce qui concerne la gestion de l'élevage et les systèmes de production, un développement rapide du secteur de l'élevage est possible mais il faudra pour cela mettre en place des cadres juridiques et réglementaires appropriés pour les petits éleveurs et pasteurs et élaborer un plan stratégique de promotion de la santé animale axé sur la lutte contre les épidémies et les maladies infectieuses, le contrôle et les inspections sanitaires et l'homologation et le contrôle des médicaments vétérinaires. Les programmes pilotes de développement de l'élevage dans les régions de Mara et de Dodoma pourraient constituer un cadre institutionnel approprié pour investir davantage dans ce domaine; et v) s'agissant des agro-industries et des activités non agricoles génératrices de revenus, la libéralisation de l'agriculture a créé des possibilités nouvelles de développement des agro-industries privées. Pour tirer profit du nouvel environnement ainsi créé, le secteur des agro-industries et des industries de traitement doit être renforcé au moyen d'investissements, d'innovations et de l'expansion de la capacité d'utiliser les ressources et les produits locaux.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

19. Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement accorde une attention de plus en plus grande à la réduction de la pauvreté, comme en témoignent le DSRP du pays et la Vision à l'horizon 2025. Reconnaissant que la pauvreté est profondément enracinée dans les régions rurales et qu'une amélioration du bilan de l'activité dans le secteur agricole est indispensable à un accroissement plus rapide du PIB et à une atténuation de l'incidence de la pauvreté, le gouvernement a élaboré une stratégie de développement du secteur agricole (SDSA) et une stratégie de développement rural (SDR), qui constitueront l'une et l'autre les principaux supports de la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté orientés vers la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire. Leurs principaux objectifs sont de stimuler l'expansion économique en milieu rural et d'habiliter les ruraux pauvres pour les aider à sortir de la pauvreté en améliorant leur accès à la terre, à l'eau, aux ressources financières et aux marchés. Dans la recherche de ces objectifs, la SDSA englobera les cultures, l'élevage et les autres activités agro-industrielles connexes, tandis que la SDR mettra l'accent sur le développement rural en général et sur des aspects comme le renforcement de l'infrastructure rurale, de la

[9] *Tanzania – The Challenge of Reform: Growth, Incomes and Welfare*. Banque mondiale, Washington, D.C., 1996.

gouvernance et des capacités et l'harmonisation des politiques sectorielles et leur intégration à des interventions stratégiques.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS

20. L'exécution des opérations du FIDA dans le pays avance assez bien. Les quatre programmes/projets en cours accordent une attention particulière à la stratégie de réduction de la pauvreté du pays, à la rationalisation des politiques, à l'habilitation, à la transparence, à l'analyse d'impact et à la décentralisation des pouvoirs au profit des institutions locales. Pour assurer la pérennité de ces opérations, on s'efforce de les intégrer au programme de travail et budget annuel du gouvernement. Trois programmes relativement nouveaux – financement rural, développement participatif de l'irrigation et commercialisation des produits agricoles – sont fondés sur une approche sectorielle tendant à surmonter les problèmes structurels inhérents liés aux réglementations, politiques et institutions. En dépit de la portée sectorielle de ces opérations et des difficultés initialement rencontrées dans leur mise en œuvre , le FIDA a accompli des progrès substantiels sur la voie de l'habilitation des institutions communautaires, de la rationalisation des politiques, de la promotion de la privatisation des services et de la mise en place de mécanismes de nature à assurer la durabilité des activités. L'impact des principales activités est exposé ci-dessous.

21. **Production et dimensions humaines et sociales**. Des études récentes ont mis en relief l'impact significatif des projets du FIDA s'agissant d'améliorer les systèmes de subsistance, l'état de santé et la situation nutritionnelle des ruraux pauvres. Si ces progrès ont été possibles, cela a été dû surtout à l'augmentation de la production agricole et à la création de nouvelles possibilités d'emplois et de gains et de nouveaux avoirs. Les études en question ont relevé en particulier: i) une amélioration marquée des rendements des principales céréales vivrières grâce à un approvisionnement régulier en eau d'irrigation (programme de développement participatif de l'irrigation (PDPI) et projet relatif à des initiatives paysannes dans la région de Mara (PIP-Mara)), des semences améliorées (PIP-Mara, projet d'aménagement de l'agriculture et de l'environnement dans la région de Kagera (PAAEK) et PDPI), utilisation de technologie LIR/NIA (PIP-Mara et PAAEK) et des services de vulgarisation efficaces fondés sur l'approche modifiée des stages pratiques pour agriculteurs; ii) une augmentation significative des rendements des cultures de riz (de 1 à 4 t/ha dans la région du PDPI et de 1 à 3,5 t/ha dans la région de Mara), de maïs (de 1 à 3 t/ha dans les régions de Kagera et Mara), de bananes (de 5 à 40 kg pour les variétés locales et de 15 à 65 kg pour les variétés exotiques) et de haricots (de 600 kg/ha à 2 t/ha dans la région du projet PAAEK); iii) la multiplication par 2 ou par 3 des marges nettes des ménages pour toutes les cultures, et surtout le paddy (50 000 à 160 000 shillings tanzaniens pour un lopin de 0,5 ha) grâce à l'augmentation des rendements ainsi qu'au financement de composantes complémentaires (par exemple: construction de routes et facilitation de l'accès aux marchés), qui ont aidé les agriculteurs à obtenir des prix plus rémunérateurs et à écouler rapidement leur production; iv) un net recul du paludisme, de la schistosomiase, des infections respiratoires et des maladies des yeux et de la peau dans toutes les régions où sont exécutés des projets grâce à la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de médicaments et à d'autres mesures de prévention sur une base de participation aux coûts, ainsi qu'une diminution de 20% des taux de mortalité féminine et infantile grâce à un accès plus facile aux services médicaux, à l'introduction de systèmes d'unités de santé de base, à l'amélioration des pratiques de puériculture et à la promotion de l'approvisionnement en eau de boisson salubre; et v) une réduction des taux de mortalité des veaux et du bétail (51% et 59% respectivement dans la région du projet PIP-Mara) puis l'introduction de mesures de lutte contre les maladies animales répondant aux besoins des communautés[10]. En dépit de ces progrès, toutefois, les liens entre les programmes de promotion de la production et des services sociaux demeurent en général ténus et devront être resserrés si l'on veut que les activités entreprises aient un impact global sur la qualité de vie des ruraux pauvres.

[10] *Mara Farmer's Initiative Impact Analysis* (page 33, tableaux 8 et 9). Mara Region Planning Office, 2002.

22. **Génération de technologies et innovation**. Tous les projets financés par le FIDA mettent l'accent sur la nécessité d'introduire et d'appliquer des technologies appropriées qui soient à la fois simples et efficaces afin d'accroître la production, de minimiser les risques et de garantir la durabilité des résultats en termes de coûts, d'efficience et d'efficacité: i) l'introduction d'une technologie LIR/NIA a éliminé la cochenille et la mite du manioc dans la région du projet PIP-Mara, tandis que l'utilisation de nouvelles semences et méthodes de lutte contre les ravageurs a sensiblement amélioré les rendements dans les régions des projets PDPI, PIP-Mara et PAAEK; ii) indépendamment de l'amélioration des pratiques de culture, la fertilité des sols a été améliorée, des mesures ont été mises en place pour limiter l'érosion des sols et de nouvelles méthodes d'agroforesterie ont été introduites sur l'initiative des communautés dans les régions des projets PIP-Mara et PAAEK; iii) l'introduction de systèmes d'irrigation à forte intensité de main-d'œuvre et le forage, au moyen de tubes de fabrication locale, de puits d'eau potable ont permis aux bénéficiaires de gérer et d'exploiter leurs systèmes de façon efficace et efficiente. Le coût par hectare des systèmes d'irrigation est maintenant estimé comme étant de l'ordre de 400 à 700 USD (PIP-Mara, PAAEK et PDPI), alors qu'à l'échelle du pays, il est en moyenne de 3 000 USD. Grâce à l'aménagement à peu de frais de puits peu profonds, les femmes consacrent actuellement deux à trois heures de moins à la collecte de l'eau. D'un autre côté, il ressort de l'EPP que la conception technique des systèmes de détournement des eaux dans la région du projet PDPI est risquée en raison des conditions météorologiques difficiles qui règnent dans cette région (c'est-à-dire sécheresses et inondations) et qu'il conviendrait d'envisager des systèmes d'irrigation par diguettes (comme ceux qui sont utilisés dans la région du projet PIP-Mara) pour remplacer ces systèmes. Compte tenu de l'évolution des politiques du gouvernement, le FIDA et les autres donateurs ont adopté des approches différentes pour appuyer le développement des technologies agricoles au niveau des petits exploitants. Néanmoins, l'appui a maintenant revêtu la forme d'un cadre institutionnel d'ensemble qui pourrait être appliqué à l'échelle du pays tout entier.

23. **Durabilité et reproductibilité**. Toutes les opérations du FIDA ont reposé sur des stratégies et interventions spécifiques tendant à améliorer la durabilité des résultats. Ce cadre stratégique comporte trois éléments fondamentaux qui constituent des aspects indissociables du système dans son ensemble: habilitation des parties prenantes, indépendance financière et gouvernance et responsabilisation. Chacun de ces aspects a été suivi pendant l'exécution des programmes et projets et les résultats obtenus ont été les suivants: i) habilitation des parties prenantes. Toutes les activités entreprises dans les régions des projets PIP-Mara, PDPI, PAAEK, du projet FIDA/FBS relatif à l'approvisionnement en eau et à la santé dans les zones marginales et du programme de services financiers ruraux (PSFR) ont maintenant été décentralisées au profit des districts et des communautés pour permettre aux bénéficiaires de prendre l'initiative des activités et de les exécuter et les gérer; ii) indépendance financière. Il a été introduit un rigoureux principe de recouvrement des coûts dans tous les projets d'amélioration de l'infrastructure financés par le Fonds afin de recouvrer intégralement les dépenses d'exploitation et d'entretien et une partie des dépenses d'équipement. En outre, il est perçu un prix fondé sur la méthode du coût majoré pour les intrants fournis et les crédits accordés aux bénéficiaires afin d'éliminer la nécessité de subventions; iii) gouvernance et responsabilisation. Dans une large mesure, ce sont les communautés (dans les régions des projets PDPI, PIP-Mara et PSFR) qui, désormais, choisissent et décident elles-mêmes en ce qui concerne beaucoup d'éléments de la conception et de l'exécution des projet, notamment pour ce qui est des sous-composantes des projets, des marchés, des contrats et des paiements. Cela a aidé à mettre en place un système de vérifications et de contrôles pour assurer le respect de l'obligation redditionnelle à tous les niveaux. Pour compléter et renforcer ce processus, le FIDA a prévu des systèmes de suivi axés sur les résultats et l'impact et un audit périodique par des cabinets du secteur privé de toutes les opérations qu'il appuie.

24. De ce point de vue, il est clair que le gouvernement et les donateurs ont quelque peu progressé dans la mise en place de directives institutionnelles, de pratiques et de sauvegarde afin d'assurer la pérennité des opérations. Toutefois, ces questions de gouvernance ne sont souvent pas intégrées aux plans d'exécution des programmes ou des projets. Il faudra désormais s'efforcer délibérément de préparer d'emblée une stratégie de retrait clairement définie et assortie d'indicateurs pertinents

déterminés en étroite concertation avec les bénéficiaires, de sorte que l'avancement global des activités puisse être suivi pendant leur exécution.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneaux stratégiques du FIDA et axes d'intervention proposés

25. Le présent COSOP a été préparé en tant qu'élément faisant partie intégrante d'un processus mené sous la direction du pays et conformément à la stratégie d'ensemble de l'Organisation et à sa stratégie régionale pour l'Afrique orientale et australe. Il accorde la priorité à une stratégie de croissance axée sur les pauvres tenant compte des dimensions économiques et sociales de la pauvreté afin d'améliorer les systèmes de subsistance des pauvres en général. Il identifie un certain nombre de possibilités d'investissement et de politiques volontaristes afin d'aider les secteurs public et privé à atténuer la pauvreté. Ces options correspondent à l'orientation générale du DSRP, de la SDR et de la SDSA au plan national et aux objectifs du NEPAD et de la Communauté de développement de l'Afrique australe au plan régional. Elles permettront au gouvernement de centrer ses efforts sur des domaines stratégiques clés du secteur rural et agricole où il existe des possibilités et un potentiel considérable de croissance qui, s'il était mis à profit comme il convient permettrait d'éliminer la pauvreté dans les délais envisagés par la Vision à l'horizon 2025. La fourniture d'une assistance stratégique ciblée permettra au pays de consolider les résultats obtenus dans le contexte des projets et programmes appuyés par le FIDA pendant l'exécution du premier COSOP et, en allant au-delà de la phase de libéralisation, d'entreprendre des interventions nouvelles et novatrices afin d'améliorer la compétitivité, la sécurité alimentaire et la productivité de l'agriculture. Ces innovations consisteront notamment: i) à concevoir de nouveaux systèmes d'appui à l'agriculture, ou à restructurer les systèmes existants, sur la base de diverses approches institutionnelles permettant d'articuler la demande et la prestation des services de vulgarisation et d'information dont les pauvres ont besoin; ii) à développer et appuyer les petites agro-industries et les activités génératrices de revenus afin de créer une valeur ajoutée dans le secteur agricole ainsi que des possibilités d'emplois, de gains et de croissance; iii) à exploiter et élargir les petits systèmes de maîtrise et de gestion économique des eaux afin de satisfaire les demandes concurrentes (par exemple: irrigation, eau de boisson pour la consommation humaine et animale et génération d'énergie); iv) à appuyer l'exécution d'un large programme de promotion du petit élevage pour améliorer la production, le traitement et la commercialisation du lait, de la viande et d'autres sous-produits; et v) à reproduire le programme communautaire Fonds belge de survie (FBS)/FIDA entrepris dans les domaines de la santé, de l'assainissement et de la nutrition pour combattre le paludisme, la tuberculose, le VIH/Sida et les autres maladies infectieuses qui affectent la production agricole et la population active rurale.

26. Pour mettre en œuvre ces innovations, certains instruments essentiels devront être incorporés à la structure institutionnelle des administrations locales. Ces instruments seront perfectionnés et renforcés pendant l'exécution de chaque programme appuyé par le FIDA de sorte qu'ils puissent commencer à jouer un rôle de catalyseur dans un processus auto-entretenu. À cette fin, l'on s'attachera à: i) mettre les institutions communautaires des pauvres (organisations de producteurs, associations d'usagers de l'eau, institutions de microfinancement et associations de producteurs de semences) au centre du développement, l'accent étant mis sur le capital humain et social, de sorte qu'elles puissent acquérir les capacités indispensables pour négocier les contrats et influer sur les politiques, les investissements et les services de l'État; ii) introduire les réformes politiques, réglementaires et sociales appropriées pour permettre aux pauvres d'avoir un accès équitable aux ressources naturelles productives, aux avoirs financiers et à la technologie et pour contribuer à éliminer les contraintes structurelles inhérentes qui entravent la production, le commerce et l'élévation des revenus; iii) mettre en place des mécanismes de ciblage, d'habilitation et de gouvernance appropriés, ce qui est indispensable à l'acheminement des fonds et à l'efficience et l'efficacité des programmes du FIDA; et iv) introduire des méthodes d'exécution fondées sur le partage des connaissances, la création de partenariats, un cadre logique axé sur les résultats et l'évaluation d'impact afin d'améliorer la capacité d'exécution des pauvres.

B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets

27. Le FIDA donnera la priorité aux politiques de croissance axées sur le marché et les besoins des pauvres, qui ont eu un impact marqué dans le contexte des programmes déjà réalisés dans le pays aux niveaux des districts et des régions. L'expérience acquise grâce à ces programmes pilotes a permis de mieux comprendre la nature et le soutien dont le gouvernement a besoin pour transférer ces programmes du secteur public au secteur privé et les reproduire au plan national ou sectoriel. Une approche sectorielle permettra à la prochaine génération de programmes appuyés par le FIDA de s'attaquer à des problèmes structurels inhérents, et l'accent sera mis sur des domaines aussi critiques que ceux de la privatisation, de la décentralisation, de la gouvernance, des droits de propriété et de l'autonomisation des bénéficiaires. Aussi bien le gouvernement que les autres parties prenantes ont demandé des programmes sectoriels de ce type de manière à pouvoir participer à ce processus. Tous les programmes d'investissement tendront à exploiter le potentiel de croissance des principaux sous-secteurs de l'économie rurale (indiqués aux paragraphes 18 et 25). Pour minimiser les risques opérationnels, ils seront conçus de façon souple pour pouvoir être adaptés à la lumière de l'expérience acquise lors de leur exécution. L'île de Zanzibar fera partie intégrante de chaque programme appuyé par le FIDA dans la partie continentale du pays. Ces innovations stratégiques ont pour principal objectif de réduire la pauvreté en milieu rural, conformément aux objectifs de développement pour le Millénaire, au moyen de mécanismes de programmation souples. L'on trouvera ci-après un bref aperçu de chacun des programmes qui sera appuyé par le FIDA.

28. **Technologies agricoles et services consultatifs**. Les paragraphes 8, 9 et 18 ci-dessus ont indiqué les problèmes technologiques, financiers et organisationnels auxquels se heurtent les petits exploitants et les exploitants marginaux qui ont besoin de services pour améliorer la productivité de leurs cultures. Pour surmonter ces difficultés, l'on a entrepris, dans le cadre de différentes initiatives pilotes (programme national de services de vulgarisation dans le secteur de l'agriculture; programme national de services de vulgarisation dans le secteur de l'élevage; projet de services de vulgarisation et de services financiers ruraux dans les hautes terres méridionales; et PAAEK), de tester différentes approches des services de vulgarisation et de recherche pour permettre aux agriculteurs – quelle que soit l'étendue de leur exploitation, leur région agroécologique et le type de pratiques agricoles – de recevoir l'assistance technique et de gestion dont ils ont besoin. Ces initiatives, extrêmement souples, ont aidé les agriculteurs à prendre l'initiative du processus et à l'administrer et à la gérer; à mettre au point des technologies individualisées à faible coût; et à diffuser des connaissances ainsi acquises au moyen de programmes d'échange entre agriculteurs. Elles ont appliqué les technologies LIR/NIA aux cultures aussi bien commerciales que vivrières et elles ont aidé les agriculteurs à mettre sur pied leurs propres entreprises commerciales, et il a été entrepris des négociations avec des organismes de recherche, des ONG et des prestataires de services privés pour obtenir sur une base contractuelle des services de vulgarisation et de recherche requis. Des initiatives se sont traduites par d'importants progrès technologiques et ont amélioré la productivité de la terre, du travail et du capital, dans des proportions allant de 100 à 200%, au niveau des petites exploitations agricoles. Le gouvernement et les donateurs ont bien saisi le potentiel qu'offrent ces programmes pilotes et sont convenus d'étudier comment ils pourraient contribuer à la conception d'un cadre visant à renforcer les services de technologies agricoles, d'information et de vulgarisation. Pour être couronné de succès, toutefois, ce cadre devra promouvoir certaines réformes dans des domaines fondamentaux comme la décentralisation, la privatisation, le recouvrement des coûts et l'implication des parties prenantes, le tout dans le contexte de systèmes pluralistes de financement et de prestation de services.

29. **Développement de l'élevage et des communautés agropastorales.** En République-Unie de Tanzanie, l'élevage revêt essentiellement trois formes: l'agropastoralisme, le pastoralisme et l'élevage commercial intensif. Les communautés agropastorales possèdent environ 90% du cheptel total. Dans les régions rurales, l'élevage est à la fois une forme d'épargne et un avoir productif qui fournit du lait, de la viande et de l'énergie de trait. Cela pourrait être l'une des entreprises les plus profitables et est déjà à l'origine de 30% des revenus agricoles. Depuis le processus de libéralisation de l'économie, le

développement de l'élevage a connu des transformations rapides et profondes marquées par le passage d'un régime d'encadrement à un régime de soutien, de services gratuits et subventionnés fournis par l'État à des services axés sur la demande d'orientation commerciale et d'opérations étatiques hautement centralisées à un système décentralisé relevant des administrations locales de district. En dépit de ces transformations, l'activité dans ce sous-secteur est entravée par d'innombrables contraintes socioéconomiques, institutionnelles et agroécologiques. À la lumière de l'expérience acquise dans la région de Mara, dans les régions marginales et dans les régions des hautes terres méridionales, le Fonds s'emploiera à créer un environnement propice et à autonomiser les communautés agropastorales et pastorales pour leur permettre d'améliorer leurs systèmes de subsistance à la lumière des besoins prioritaires qu'elles auront identifiées. Selon cette approche, les secteurs aussi bien public que privé fourniront les services de vulgarisation et d'appui nécessaires ainsi que les services de protection zoosanitaire, aménageront des barrages et des points d'eau pour la consommation aussi bien humaine qu'animale et dispenseront, sur la base d'une participation aux coûts, une formation visant à autonomiser les communautés. Il s'agit d'interventions de faible envergure et peu coûteuses qui ont néanmoins réussi par le passé à transformer les conditions de vie en milieu rural. Le FIDA et les parties prenantes sont convenus d'exploiter l'expérience acquise pour formuler un plan d'action global pour l'avenir qui sera reproduit dans les zones potentielles, en particulier dans l'intérêt des groupes cibles du Fonds, notamment les femmes.

30. **Développement des petits systèmes d'irrigation.** Pour atténuer l'insécurité alimentaire et combattre la désertification dans les régions arides et semi-arides, le FIDA a financé dans le pays trois projets d'irrigation à petite échelle[11], et d'autres donateurs[12] ont également financé des travaux d'aménagement des systèmes d'irrigation. Ces interventions, en optimisant l'utilisation d'eau, ont amélioré la productivité des agriculteurs et leur ont permis de se diversifier dans des cultures de haute valeur comme le riz, les légumes, les fruits et les fleurs. Jusqu'à présent, toutefois, le montant total des investissements réalisés dans ce sous-secteur est modeste et les services d'irrigation mis en place ne couvrent que 0,17 million d'hectares, alors qu'ils pourraient englober 2,1 millions d'hectares au niveau du pays tout entier. Il ressort des évaluations réalisées par le Bureau de l'évaluation[13] que les investissements effectués dans l'exploitation des ressources hydrauliques dans le contexte du projet PIP-Mara ont bénéficié à un plus grand nombre de ménages qu'il n'avait été prévu lors de la préévaluation. De tels investissements sont très demandés par les usagers, comme en témoigne le montant considérable des contributions versées par anticipation et la longueur des listes d'attente. En dépit de certains problèmes de gestion, ces systèmes ont aidé les bénéficiaires à obtenir deux récoltes par an plutôt qu'une et à porter les rendements de 1 tonne à 4 tonnes, tout en ramenant le coût moyen de l'irrigation de 1 650 à 740 USD par hectare. Il est donc tout à fait justifié pour le FIDA de continuer à fournir une assistance dans le sous-secteur de l'irrigation, et son intervention dans ce domaine pourrait être guidée par trois principes stratégiques: pleine appropriation par les bénéficiaires; modification de la conception technique pour pouvoir assurer une irrigation toute l'année; et recouvrement intégral des coûts d'exploitation et d'entretien.

31. **Développement des petites agro-industries et des activités génératrices de revenus.** Pour réduire la pauvreté et accélérer la croissance économique en République-Unie de Tanzanie, il faudra surtout diversifier l'économie rurale, laquelle a représenté par le passé 60% environ de la valeur ajoutée dans le secteur industriel. Le secteur agricole du pays pourrait également donner un élan important au secteur non agricole, principalement par le biais des liens en aval avec les agro-industries

[11] Projet FIDA/FBS relatif à l'approvisionnement en eau et à la santé dans les zones marginales, Mara-FIP et PIDP.

[12] En particulier la Banque mondiale, l'Agence japonaise de coopération internationale, l'Agency for International Development des États-Unis, le Gouvernement néerlandais et l'Assistance danoise pour le développement international.

[13] Évaluation du programme pour la République-Unie de Tanzanie – Rapport sur l'état d'avancement du processus, document soumis au Comité de l'évaluation le 2 septembre 2002. Country Evaluation Report. FIDA 1997.

et la consommation et des liens en amont avec les producteurs. Ces liens sont particulièrement importants car l'agriculture a déjà atteint la limite supérieure de ses possibilités de croissance, et que pour continuer à la transformer et à la diversifier, il faudra promouvoir le développement d'autres petites et moyennes entreprises rurales complémentaires qui deviendront à la fois consommatrices, transformatrices et exportatrices de biens et de services agricoles. Dans ce contexte, les sous-secteurs qui peuvent beaucoup contribuer au changement sont: i) les petites entreprises agro-industrielles et agroalimentaires, de traitement du tabac, d'égrenage de coton, de meunerie des céréales, d'extraction d'huiles et de traitement du café, du thé, du sisal, du lait, des noix de cajou, du pyrèthre et des fruits et légumes; ii) les agro-industries (comme les fournisseurs en gros et au détail d'intrants agricoles, de machines et de pièces détachées), les acheteurs et exportateurs de produits agricoles et les entreprises de transport; et iii) les activités non agricoles génératrices de revenus, comme l'aviculture, l'élevage porcin, l'apiculture, la pisciculture et les fabriques de machines-outils.

32. **Services de santé, assainissement et VIH/Sida.** L'intégration des dimensions sociales (santé, assainissement et environnement) et des dimensions économiques (aide à la production, financement et activités génératrices de revenus), au processus de développement sans pour autant sacrifier les principes fondamentaux du marché représente une tâche complexe. C'est cependant ce que s'emploient à faire le FIDA et le FBS dans trois régions du pays[14] en appliquant une approche holistique fondée sur le principe du recouvrement des coûts. Dans le secteur communautaire de la santé, le Fonds et le FBS ont: i) amélioré et remis en état des puits tubulaires, des petits barrages, des ouvrages de protection des sources et des latrines pour améliorer l'assainissement et l'approvisionnement en eau des ménages; ii) renforcé les services communautaires de soins de santé pour appuyer les dispensaires et les unités décentralisées de soins de santé au niveau des districts en leur fournissant du matériel, des médicaments, une formation et une assistance technique; et iii) mené une campagne de sensibilisation auprès des populations rurales pour les aider à faire face aux principales maladies qui sévissent dans le pays. Il a été appliqué des mesures aussi bien curatives que préventives pour atténuer l'incidence et la sévérité du paludisme, de la schistosomiase et des autres infections transmises par l'eau. Il ressort de l'EPP qu'en dépit de certaines anomalies, la composante santé semble généralement avoir de bonnes perspectives de durabilité, principalement parce que l'introduction à un mécanisme de recouvrement des coûts a accru la disponibilité de fonds et de médicaments. Cette même approche sera consolidée et reproduite, l'accent nécessaire étant mis sur le VIH/Sida. Les mesures spécifiques qui seront adoptées pour lutter contre le VIH/Sida tendront à: i) prévenir l'infection par le VIH; ii) préparer des mesures d'intervention; iii) atténuer l'impact de la maladie; et iv) fournir une assistance technique.

C. Possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé

33. La stratégie suivie par le Fonds en République-Unie de Tanzanie consiste à créer des partenariats et des coalitions avec des ONG, le secteur privé et la société civile afin de compenser les contraintes budgétaires actuelles du gouvernement et l'insuffisance de ses capacités administratives, techniques et de gestion et de l'aider ainsi à exécuter les projets et les programmes. Les effets de synergie produits par ces alliances ont déjà donné des résultats concrets dans les opérations du FIDA en autonomisant les bénéficiaires (PIP-Mara), en rendant les administrations locales pleinement responsables des contributions budgétaires (PAAEK) et en aidant les bénéficiaires à s'organiser en groupes et à planifier et à exécuter les programmes (PDPI). Étant donné ces résultats, le FIDA a établi ou établira des relations de travail avec différentes ONG en vue de la prestation de services techniques dans les domaines: i) du microfinancement (Mennonite Economic Development Associates, Foundation for International Community Assistance, Pride Africa); ii) de l'irrigation (WaterAid); iii) de la commercialisation des produits agricoles (Organisation néerlandaise pour le développement/FAIDA, TechnoServe, National Network of Farmers' Groups, Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tanzanie); et iv) de la lutte contre le VIH/Sida (World

[14] Régions de Mara et de Kagera et les zones marginales visées par le projet FIDA/FBS relatif à l'approvisionnement en eau et à la santé.

Vision). En outre, les ONG aideront à mobiliser les groupes, à organiser une formation et à diffuser des technologies et des informations. Toutes les activités sont actuellement sous-traitées au secteur privé pour assurer une exécution économique et efficace des programmes. Ces activités ont contribué à créer des capacités nationales de gestion et à garantir une exécution ponctuelle des programmes et des projets. Ces relations continueront d'être renforcées et élargies pendant la prochaine étape des opérations du Fonds.

D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions

34. Le FIDA joue en République-Unie de Tanzanie un rôle de catalyseur pleinement conforme aux objectifs de développement pour le Millénaire et aux objectifs du gouvernement, tels qu'ils sont reflétés dans le DSRP. À l'intérieur de ce large cadre, la "feuille de route" esquissée dans le présent COSOP assurera la complémentarité et les liens nécessaires avec les autres processus menés dans le pays avec un appui multilatéral (Banque mondiale, Programme des Nations Unies pour l'aide au développement, stratégie d'aide-pays, organisme pour la réduction de la pauvreté et la croissance, groupe de travail chargé du secteur de l'alimentation et de l'agriculture et Banque africaine de développement) ou bilatéral, y compris par le biais des ONG et du secteur privé. La mise en œuvre de ce COSOP sera coordonnée et harmonisée au moyen des procédures et mécanismes administratifs déjà mis en place sous l'égide du Conseil national pour le développement rural et du Comité interministériel de coordination pour l'agriculture, le Ministère des finances devant demeurer la principale institution chargée de l'administration des prêts. Toutefois, le FIDA continuera d'agir par l'entremise des administrations locales pour garantir l'efficience et l'efficacité des programmes. Par le passé, cela a permis au Fonds de mettre en place un cadre intégrant l'appui des donateurs à ses propres activités et d'éviter ainsi tout chevauchement ou doubles emplois. En ce qui concerne les programmes de services consultatifs aux petits exploitants, de développement de l'élevage et de promotion des petites agro-industries, le FIDA s'emploiera à parvenir à une entente avec tous les partenaires afin de définir clairement les domaines de coopération. Les partenaires qui ont déjà manifesté le désir de coopérer avec le Fonds sont les suivants: i) Agency for International Development des États-Unis dans le contexte de ses programmes de promotion de la privatisation et des agro-industries et d'électrification rurale; ii) Department for International Development du Royaume-Uni dans le contexte de son programme de renforcement des moyens de subsistance des ruraux pauvres; iii) la Banque mondiale dans le contexte de sa stratégie d'aide-pays; iv) la Banque africaine de développement; v) l'Union européenne dans le contexte de son programme général de développement agricole et rural; vi) le FBS et le Gouvernement irlandais, qui fournissent déjà un appui substantiel à divers programmes du FIDA et dont la coopération sera probablement élargie; et vii) l'Assistance danoise pour le développement international, à l'appui de son plan de décentralisation au profit des districts. Des possibilités de coopération semblable seront explorées avec les Gouvernements de la Finlande, de la France, des Pays-Bas et de la Suède entre autres.

E. Concertation sur l'action à mener

35. La concertation entre le FIDA et le gouvernement concernant la formulation de politiques et de stratégies axées sur le marché a contribué à la croissance du secteur agricole enregistrée au cours des dix dernières années. Pour continuer à réduire les distorsions économiques et à améliorer l'efficience dans le secteur de l'agriculture, le FIDA, en collaboration avec d'autres donateurs, aide actuellement le gouvernement à: i) élaborer un cadre politique et opérationnel détaillé pour l'établissement d'institutions communautaires de microfinancement; ii) rationaliser la fiscalité agricole; iii) mettre en place des mécanismes appropriés de recouvrement des coûts afférents aux systèmes d'irrigation; iv) instituer un système de diffusion d'informations sur les marchés; et v) élaborer des politiques des prix. Toutefois, il n'est possible de réellement progresser que lorsque les réformes politiques sont gérées et alimentées par des processus internes sur lesquels le pays peut exercer un contrôle et un effet de levier suffisant. Par ailleurs, il est difficile d'avancer lorsque les questions politiques sont liées les unes aux autres, font intervenir des variables externes complexes

(comme les prix des produits de base, les subventions agricoles et l'élimination des barrières commerciales au plan mondial) et exigent divers types de négociations. Néanmoins, la SDSA et la SDR ont identifié cinq domaines critiques dans lesquels il importe que les donateurs fournissent d'urgence une assistance: i) mise en œuvre de la politique concernant les droits et les titres de propriété foncière; ii) rationalisation de la politique de mise en valeur des ressources hydrauliques grâce à l'introduction de mécanismes appropriés de fixation des prix de l'eau, de processus d'allocation de l'eau et de technologie; iii) formulation d'une politique de microfinancement afin de rationaliser les lois régissant les coopératives et les règlements qui régissent les banques privées; iv) élimination des barrières commerciales et de la réglementation des circuits de commercialisation; et v) décentralisation des processus de prise de décisions au profit des administrations locales et des organisations de la société civile. Le FIDA aidera le gouvernement, dans le cadre de la SDSA et de la SDR, à s'attaquer à ces problèmes.

F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille et évaluation du programme de pays

36. Il a été entrepris une EPP et de divers projets pour définir les moyens d'améliorer les résultats du portefeuille existant et d'identifier les principes et politiques spécifiques devant guider les interventions futures. Le présent COSOP reflète les principales recommandations ci-dessus de l'évaluation du programme de pays, qui sont résumées dans l'accord conclusif (appendice VI). Il faudra agir aussi pour résoudre les problèmes transversaux ci-après: i) le gouvernement a entrepris de privatiser tous les services agricoles sans tenir dûment compte des autres changements concomitants indispensables si l'on veut qu'ils soient efficaces. Le FIDA, en collaboration avec d'autres donateurs, continuera d'aider le gouvernement à renforcer les capacités de prestation de services du secteur privé en établissant un cadre juridique, réglementaire et d'incitations approprié; ii) le FIDA a élaboré un cadre de définition des besoins des bénéficiaires dans la formulation de tous ses programmes, qui sera désormais complété par une stratégie de retrait appropriée afin de garantir la pérennité des résultats des programmes une fois que ceux-ci ont pris fin; iii) le gouvernement s'emploie activement à appliquer les mesures visant à promouvoir une bonne gouvernance et à renforcer l'obligation redditionnelle des agents d'exécution publics et privés. Le FIDA contribuera à ce processus, dans le contexte du plan d'action élaboré par le gouvernement, dans des domaines comme la décentralisation des pouvoirs administratifs au profit des districts, au renforcement des capacités du bureau de vérification des comptes, des études d'impact et l'analyse des programmes de réduction de la pauvreté afin d'en améliorer la transparence et l'efficacité sans pour autant compromettre l'implication et le contrôle des parties prenantes; et iv) dans le contexte de l'assistance en cours, le FIDA aidera le Ministère des finances à établir un réseau informatisé pour faciliter la gestion de la dette.

G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile

37. À l'intérieur du cadre stratégique proposé, le gouvernement et le FIDA sont convenus, à ce stade, d'inclure les programmes d'investissement ci-après dans la filière à moyen terme de prêts du FIDA pour la période 2004-2007: i) programme de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs; ii) programme communautaire de développement de l'élevage et des activités agropastorales; iii) programme participatif de développement des petits systèmes d'irrigation; iv) programme de développement des petites et moyennes entreprises et agro-industries rurales; et v) programme concernant les services de santé et l'assainissement et le VIH/Sida. Le montant total des prêts accordés pour l'exécution de ces programmes devrait être de 65,0 millions de USD, ce à quoi il faudra ajouter un don supplémentaire de 10,0 millions de USD du FBS et 120,0 millions de USD mobilisés auprès d'autres cofinanceurs.

APPENDIX I

COUNTRY DATA
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Land area (km² thousand) 2001 1/	945	**GNI per capita (USD) 2001 1/**	270
Total population (million) 2001 1/	34.45	**GNP per capita growth (annual %) 2001 5/**	5.6
Population density (people per km²) 2001 1/	39	**Inflation, consumer prices (annual %) 2001 5/**	5.2 a/
Local currency	Tanzanian Shilling (TZS)	**Exchange rate: USD 1 =**	TZS 1 039.00

Social Indicators		**Economic Indicators**	
Population (average annual population growth rate) 1980-2000 2/	3	GDP (USD million) 2001 1/	9 119
		Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/	39	2000 3/	4.9
Crude death rate (per thousand people) 2000 1/	17	2001 5/	5.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/	93		
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	44	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
		% agriculture	45
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	16
Poor as % of total rural population 2/	n/a	% manufacturing	8
Total labour force (million) 2001 1/	17.73	% services	39
Female labour force as % of total 2001 1/	49		
		Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
School enrolment, primary (% gross) 2003 3/	47 a/		
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 3/	76	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	83
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	7
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 360		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 1/	44 a/	**Balance of Payments (USD million)**	
		Merchandise exports 2001 1/	780
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 1/	29 a/	Merchandise imports 2001 1/	1 660
		Balance of merchandise trade	-880
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	3 a/	before official transfers 2001 1/	67
Physicians (per thousand people) 2002 3/	4	after official transfers 2001 1/	-998
Population using improved water sources (%) 2000 3/	68	Foreign direct investment, net 2001 1/	4 a/
Population with access to essential drugs (%)1999 3/	50-79		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 4/	90	**Government Finance**	
		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	18.8
Food imports (% of merchandise imports) 2000 1/	16 a/	Total external debt (USD million) 2000 1/	7 445
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1999 1/	56	Present value of debt (as % of GNI) 2000 1/	50
		Total Debt service (% of exports of goods and services) 2001 5/	21.6
Food production index (1989-91=100) 2000 1/	106		
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	904	Lending interest rate (%) 2001 1/	20
		Deposit interest rate (%) 2001 1/	5
Land Use			
Arable land as % of land area 1999 1/	4		
Forest area as % of total land area 2000 1/	44		
Irrigated land as % of cropland 1999 1/	3		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database, 2003
2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2002
3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003
4/ UNDP, *Human Development Report*, 2002
5/ Ministry of Finance, Bank of the United Republic of Tanzania and Bureau of Statistics of the Government of the United Republic of Tanzania

LOGICAL FRAMEWORK

Summary of Goals, Objectives, Outputs and Activities	Strategic Actions	Objectively Verifiable Indicators*	Means of Verification	Assumptions	Implementing Institutions
Overall Goal ♦ Contribute towards national goals for reduction of rural poverty based on MDGs, the Tanzania Development Vision 2025 and IFAD's regional strategic frameworks, with specific emphasis on HIV/AIDS, malaria and other diseases, accessibility of safe drinking water, gender equality and sustainable environmental development.	1) Help the Government to implement poverty reduction strategies as outlined in PRSP, RDS and ASDS. 2) Create an enabling environment conducive to rural economic expansion. 3) Assist the country in halting the spread of HIV/AIDS and implementing a national strategy for malaria and other diseases in rural areas. 4) Help MOW and PO-RALG to improve access to safe drinking water by rural poor.	1) Rural population below basic poverty reduced from 38.7% to 19.3%, HIV infection rate among 15-24-year-olds by 25% and people unable to access safe drinking water from 53.2% to 26.6% by 2015. 2) Rural economic growth increased from 6 to 8%. 3) Proportion of food poor reduced from 27 to 14% by 2015.	1) Annual economic surveys and reviews, reports. 2) National bureau of statistics. 3) MOH and MWLD statistics. 4) Poverty monitoring statistics.	1) Stable political and economic environment. 2) Continuing the Government's commitments to pursue MDG goals.	Government/ Ministry of Finance (MOF)/ PMO/PO-RALG/ MAFS/MOH
Objectives/Purpose ♦ Improve the overall livelihood situation of the rural poor and ensure food security.	1) Diversify rural economy based on pro-poor growth strategy to increase household incomes, production and employment opportunities. 2) Enable the rural poor to overcome poverty by increasing access to technology, finance, natural resources and information systems.	1) Assist the Government to increase real agricultural GDP growth from present 5% to 8%. 2) Help the Government to implement relevant investment programmes to improve accessibility of the poor to natural resources, finance, markets, etc.	1) Annual economic survey. 2) Agriculture sector data. 3) Annual report of Bank of Tanzania. 4) Poverty monitoring statistics.	1) Stable macro- and micro-economic policy and implementation of sector reforms (relating to agriculture, rural finance, land and water, etc.). 2) Increased allocation of financial resources to agriculture and rural development.	MOF/PO-RALG/ MAFS/MWLD
Outputs 1) Productive capacity/sustainability of the rural poor in both farm and non-farm sector enhanced and increased. 2) Increased overall trade volume of agriculture and livestock products and its share to total export. 3) Farmers' cash flow and employment opportunities enhanced.	1) Grass-roots institutions of the poor empowered and strengthened. 2) Legal, regulatory and economic reforms in agriculture sector undertaken to enable the poor to obtain increased access to productive natural resources (water, land), markets, finance, etc. 3) Capacity of the private sector and civil-society organizations improved.	1) Percentage of growth in rural and agricultural economy. 2) Agriculture and livestock export share and earnings increased. 3) Small and marginal farmers' earnings increased. 4) Increased participation by grass-roots institutions in decision-making, etc. 5) Agricultural taxation system rationalized. 6) Operationalization of land ownership policy.	1) Agricultural statistics and sector data. 2) Annual economic survey. 3) Bank of Tanzania reports.	1) Increased resource allocation. 2) Government's commitments to undertake reforms in agricultural taxation, marketing boards, pricing and trade. 3) Donors' net funding contributions increased.	Government/MOF /PMO/PO-RALG/ MAFS

* The first two verifiable indicators are the same as the MDG figures as all the donors have agreed to work to realize common goals.

Activities					
1) Agricultural advisory services and technology system reorganized and strengthened.	1) Agricultural technology and delivery system improved. 2) Farmer and farmers' organizations empowered. 3) Capacity of extension and research systems strengthened. 4) Agricultural education, information and communication system improved. 5) Agricultural policy, taxation system and regulations liberalized and improved. 6) Gender-specific technology and services extended. 7) Devolution of power to local government and good governance system established.	1) Increased agriculture and livestock production and productivity. 2) Agricultural extension system is made sustainable and cost-effective. 3) Increased capacity of farmers in group organizations, management and decision-making process. 4) More involvement of private sector, CSOs and farmers' organizations in agricultural extension and research. 5) Transparent and accountable financial records and audit reports made available.	1) MAFS and MWLD statistics. 2) Farm budgets and surveys. 3) Gender-specific studies and surveys. 4) Reports of Ministry of Agriculture Training Institutes and of Livestock Training Institute. 5) Impact studies.	1) MAFS' and MWLDs commitments to reforms. 2) Additional resource allocation to streamline existing extension and research services.	Government/ PO-RALG/MAFS/ MWLD/MCM
2) Agropastoral community development and livestock production programme.	1) Livestock marketing, infrastructure and facilities established. 2) Agropastoral policies/by-laws relating to land and water use rights, trade, veterinary delivery services and access to finance improved. 3) Risk reduced through setting up of early warning systems, contingency planning and disaster preparedness plan. 4) Pastoral communities empowered through training, education and awareness building and community investment fund.	1) Quality of life and living standards of agricultural pastoral community increased. 2) Livestock production and productivity increased. 3) Livestock mortality rate lowered. 4) Sustainable veterinary services established.	1) MWLD Reports and studies. 2) Impact studies and monitoring reports. 3) Livestock export statistics.	1) Government commitment to undertake conducive policies and reforms. 2) Increased budgetary allocation. 3) Enhanced donor commitment to support programme. 4) Increased access to finance and markets.	Government/ MWLD/MAFS/ PO-RALG
3) Small-scale irrigation system improved and expanded.	1) Institutional mechanism developed to enable WUAs to own, operate and manage the irrigation system. 2) Sustainable cost-recovery system introduced. 3) Operational modalities established to contract out activities requiring commercially available specialized skills.	1) Increased production and productivity of food and cash crops. 2) Increased farmers' earnings and employment situation. 3) Reduced food insecurity. 4) Farmers' decision-making power and management capacity improved. 5) Farmers using LFIA and AWPB tools.	1) Impact studies and monitoring reports. 2) MAFS reports and agricultural statistics.	1) Government's counter-fund contributions increased. 2) MAFS/PO-RALG commitment to devolution of power to WUAs. 3) Farmers' access to finance and market increased.	MOF / MAFS / PO-RALG
Activities					
4) Small and medium rural enterprises and income-generating activities developed.	1) Conducive legal, regulatory and fiscal policies for improvement of private-sector investment in rural areas established. 2) Access of private entrepreneurs and FOs to bank financing and training increased. 3) Rural electrification and infrastructure	1) Overall growth of rural economy and employment situation. 2) Prices received by farmers for agricultural products. 3) Percentage of additional value-added generated.	1) Annual economic surveys and reports. 2) BOT reports and surveys. 3) TCCIA and	1) Commitment of private banks lending in rural areas increased. 2) Budgetary allocation of financial resources to the subsector increased.	MOIC / PO-RALG / PMO

	(roads, markets, electricity grid and transport networks) improved. 4) Service agencies such as NGOs, CSOs and agribusiness associations (TCCIA, TCAL) strengthened.	4) Linkages between MFIs and commercial banks increased and strengthened.	TCAL reports. 4) Impact assessment and M&E reports	3) Technical and advisory support to SMREs, NGOs TCCIA and TCAL enhanced.	
5) Health, Sanitation and HIV/AIDS Programme expanded.	1) Strategies formulated for HIV/AIDS prevention, preparedness and alleviation, in consultation with donors. 2) Local communities, NGOs and religious groups involved and supported in providing safety nets to HIV/AIDS victims-orphans and elderly. 3) Household sanitation and drinking water supplies expanded. 4) Community-based health care services and education to prevent malaria and other diseases in rural areas.	1) Percentage of people covered under HIV and health care services programme. 2) Child and women morality rates reduced. 3) Percentage of rural people who have access to drinking water. 4) Water collection time of women reduced. 5) Malarial and other in infectious related diseases reduced	1) NACP, TCAID and MOH reports and studies. 2) Impact assessment and M&E reports. 3) Semi-annual and annual project implementation reports.	1) Donor commitment to increased technical and financial support. 2) Commitment of donors to make available needed drugs for HIV/AIDS victims. 3) Government's commitment to create public awareness for HIV/AIDS through education, involvement of local and national leaders and information dissemination.	PO-RALG / PMO / MOH / TACAIDS

ASDS	Agricultural Sector Development Strategy	MAFS	Ministry of Agriculture and Food Security	PMO	Prime Minister's Office
AWP/B	Annual Work Plan and Budget	MCM	Ministry of Cooperatives and Marketing	PO-RALG	President's Office - Regional Administration and Local Government
BOT	Bank of the United Republic of Tanzania	MDGs	Millennium Development Goals	PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper
CSOs	Civil-Society Organizations	MFIs	Microfinance Institutions	RDS	Rural Development Strategy
FOs	Farmers' Organizations	MOF	Ministry of Finance	SMRE	Small and Medium Rural Enterprises
GDP	Gross Domestic Product	MOH	Ministry of Health	TACAIDS	The United Republic of Tanzania Commission on AIDS
GIs	Grass-roots Institutions	MOW	Ministry of Works	TCAL	The United Republic of Tanzania Chamber of Agriculture and Livestock
LFIA	Logical Framework and Impact Analysis	MWLD	Ministry of Water and Livestock Development	TCCIA	The United Republic of Tanzania Chamber of Commerce, Industry and Agriculture
M&E	Monitoring and Evaluation	NGO	Non-Governmental Organization	WUA	Water Users' Association

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Prime Minister's Office (PMO)	• Mandate to coordinate the business of all government ministries. • Overall responsibility for coordinating preparation of rural development strategy.	• Inadequate technical and secretarial support staff. • Lack of operational budget. • Lack of funds for staff training, supervision and monitoring of activities.	• Currently hosting IFAD Liaison Office and implementing two IFAD rural development programmes.	• Needs technical support and operational funds to carry out programme-related functions.
Ministry of Cooperatives and Marketing (MCM)	• Mandate for agricultural market promotion, registration, regulation and support for cooperatives. • Some experience/capacity in market information services.	• Newly established ministry with still unclear breadth of responsibilities. • Limited policy expertise. • Small staff complement in marketing. • Lack of operational budget.	• Roles and functions unclear.	• IFAD providing capacity-building support for policy development, coordination and implementation of all market-related policies and issues.
Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS)	• Experience in support of all agricultural production. • Some policy-formulation capacity. • Substantial cadre of extension and research staff. • Coordinator of ASDS and ASDP.	• Inadequate budgetary allocations for its programmes and projects. • Lack of operational budget.	• Committed to undertake poverty reduction programmes based on pro-poor growth strategy. • Greater intervention through SGR. • Resurgent influence of crop boards.	• Agricultural sector reform and strategy explicitly endorses the actions for translating MDG and Vision 2025 goals.
President's Office of Regional Administration and Local Government (PO-RALG).	• Commitment to and capacity for local government reform. • Coordinator and implementer of all programmes at regional and district levels. • Considerable influence in policy formulation.	• Residual intervention powers at regional level. • Limited funds to provide discretionary grants to local government. • Limited planning and implementation capacity at the district levels.	• Strong donor support and drive for ongoing decentralization and reform process. • Continued intervention in markets.	• Reform process completed in 39 districts.
Ministry of Water and Livestock Development (MWLD)	• Strong technical and operational capacity in livestock-sector development. • Committed to undertake sustainable agropastoral community development programmes. • Can influence formulation of government policies relating to agriculture, water and livestock.	• Lack of donor funding support. • Inadequate budgetary allocations from the Government. • Does not have clear strategy for coordination with industrial and financial sectors.	• Potential opportunities in the sector are enormous and it can make substantial contributions to rural growth. • Donor coordination and agreement necessary for any intervention.	• Successful programmes require small cost-effective operations with active participation of agropastoral communities and private sector.
District Councils	• Democratically elected local representatives. • Mandate to provide a range of extension and other services. • Works department in all districts.	• Poor resource/asset base. • Lack of discretionary funds and poor revenue collection capacity. • Nearly 40% without qualified district engineer. • Lack of trained staff.	• Increased autonomy and improved capacity through reform process. • Possibility of district planning process to be 'hijacked' for political reasons.	• Programme to provide support to improve district policies vis-à-vis marketing (taxation).

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
The United Republic of Tanzania Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (TCCIA)	• Relatively extensive rural network, including 20 regions and 28 districts. • Membership of over 5 000 enterprises, mostly small-scale. • Only formal representative of the private sector in the United Republic of Tanzania. • Recent success in influencing national budget in favour of private sector.	• Factionalized membership. • Large enterprises most influential, small traders/processors not well represented. • Only represents a fraction of the 150 000 registered private enterprises. • Presence principally in major urban centres (including district branches). • Despite private-sector mandate, still with significant ties to public sector.	• Pilot activities underway to encourage formation of TCCIA branches in rural districts. • New services (market information, business advice) could increase membership and efficacy.	• Programme to facilitate establishment of district branches with active participation of the private sector.
Crop-based associations	• Specific focus. • Represent larger players with extensive resources.	• Membership very limited. • Not seen as representative of the sector as a whole.	• Could provide the basis for development of true sectoral representation. • Could federate to provide the basis for a national association.	
Local construction contractors	• Well represented in regional centres. • Experienced in conventional road works.	• Lack of experience in labour-based technology. • Not well represented at district level.	• Need for more district-based road maintenance contractors.	• Programme will provide training.
Tanzania Small Farmers' Group Network (MVIWATA)	• Only organization representing small producers, though at infant stage. • Network now extends to over 17 mainland regions. • No historical links to government-sponsored institutions.	• Low visibility at national/local level.	• Capacity support from donors and international NGOs. • Could easily fail if expanded too fast. • May lose contact with initial objectives and purpose.	• Potential partner for farmer capacity-building and as smallholder representative in policy dialogue.
Cooperative Unions/Primary Cooperative Societies	• Widest presence in rural areas of any market-related institutions. • Intimate knowledge of local populations and producers. • Existing physical facilities in many cases. • Experience in marketing of inputs and certain crops.	• Poor capital base. • Failure to deliver services to members. • Drastic decline in membership. • Non-democratic management structure and low accountability. • Low level of autonomy due to political interference.	• Most immediately accessible base for rural producers. • Viewed with suspicion by smallholders due to historic mismanagement. • Ad hoc political interference.	• Some return of primary cooperative membership, and an increase in democratic control in some societies.
Savings and Credit Cooperatives (SACCOs)/Savings and Credit Associations (SACAs)	• Members linked by a common bond. • Provide access to savings and comprehensive credit facilities. • Proper credit repayment culture through local peer pressure. • Strong commitment by members and management to ensure viability and sustainability.	• Slow growth in membership. • Low level of women membership in most SACCOs. • Low levels of organizational and financial management skills. • Lack of facilities and equipment in many institutions. • Limited areas of operation and poorly diversified loan portfolios.	• Conducive policy framework and capacity-building to be supported by RFSP.	• Support provided by IFAD-financed RFSP in seven regions.

APPENDIX III

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
NGOs (local)	• Local presence and knowledge. • Principal target/partners of international NGOs.	• Lack of technical and managerial skills. • Often lack sufficient resources for operations.	• Could provide cost-effective delivery of services at grass-roots level. • May be seen as competitors by cooperatives and other producer organizations.	
NGOs (international)	• Ability to mobilize committed and experienced staff. • Solid financial base. • Good access to information.	• Lack of local roots. • Often dependent on donor contracts for operations.	• Only well-organized partners to support programme activities at field level. • Useful experience to date in promoting marketing on a small scale. • Despite their emphasis on strengthening of local NGOs, could be seen as impeding development of local capabilities.	• Expected to play key role in implementation of the programme.

ASDS Agricultural Sector Development Strategy
ASDP Agricultural Sector Development Programme
MDGs Millennium Development Goals
NGOs Non-Governmental Organizations
RFSP Rural Financial Services Programme
SACCOs Savings and Credit Cooperative Society
SGR Strategic Grain Reserve

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

Corporate Strategy	Corporate Objectives	Mechanisms to Realize Objectives	Responsibility	Cooperating Partners
Policy Dialogue	Help the Government to formulate micro- and macro-level policies designed to eradicate rural poverty	Policy dialogue will continue as an integral part of programme assistance with conditionalities for fund disbursement. High-level coordination committees will assist in guiding policy formulation and implementation. Specific policies that will be supported consist of land, water, rural microfinance, and removal of marketing and trade barriers and agricultural taxation.	MOF/PMO/PO-RALG/ MAFS/MCM/MWLD within ASDP and RDP	Donor committees and groups
Participation	Secure beneficiary participation	Undertake in-depth SEPSS or PRA during programme formulation to ensure demand-driven approach. Appropriate institutional arrangements and operational modalities will be designed to enable beneficiaries to participate effectively in the programme.	FOs (WUAs, POs ,SACCOs, SGAs) with block and district development officers will undertake SEPSS or PRA	Studies to be undertaken by contracting out to NGOs, local institutions and private sector
	Secure involvement of grass-roots organizations	FOs will be organized and registered and be responsible for all planning, management and implementation of programmes.	District and block irrigation officers with NGO support	MAFS/DAS/NGO/ CDO
	Ensure flexibility in project design	Use process approach with built-in flexibility and scope for modifications and revisions based on annual review and beneficiary demand.	IFAD/Government in association with WUAs, FOs	MOF/RAS/DAS
	Build local capacities	Provision will be made under the programme for training of FOs and their members on planning, programming and budgeting, including organizational, operational and financial management, O&M, construction of structures and LFIA and M&E.	MAFS/MWLD/Ministry of Community Development, Women's Affairs and Children (MCDWC)/MCM/DIE/BIE	Training to be conducted by the local institutions, NGOs and private sector
	Gender responsiveness	Gender analysis together SEPSS to be done before/during formulation. Specific criteria to ensure a certain percentage of women in the project and in decision-making processes; commence an anthropological/economic study.	IFAD/DAS/FOs/MCDWC	MAFS/MCM/ MCDWC/NGOs
	Cofinancing	For every dollar invested by IFAD, the programme will mobilize two dollars of cofinancing.	Cofinancing process will be initiated through UNDAF and FASWOG framework and World Bank, AfDB, etc.	IFAD/Government

AfDB African Development Bank
ASDP Agricultural Sector Development Programme
BIE Block Irrigation Engineer
BOT Bank of the United Republic of Tanzania
CDO Community Development Officer
DAS District Administrative Secretary
DC Department of Cooperatives
DIE District Irrigation Engineer
FASWOG Food and Agricultural Sector Working Group
FDSS Financial Demand and Sustainability Survey
FOs Farmers' Organizations
LFIA Logical Framework and Impact Analysis
M&E Monitoring and Evaluation
MAFS Ministry of Agriculture and Food Security
MCDWC Ministry of Community Development, Women Affairs and Children
MCM Ministry of Cooperatives and Marketing
MOF Ministry of Finance
MWLD Ministry of Water and Livestock Development
NGO Non-Governmental Organization
O&M Operation and Maintenance
PMO Prime Minister's Office
PO-RALG President's Office - Regional Administration and Local Government
POs Producer Organizations
PRA Participatory Rural Appraisal
RAS Regional Administrative Secretary
RDP Rural Development Programme
SACCOs Savings and Credit Cooperative Society
SEPSS Socio-Economic Production System Survey
SGAs Seed Group Associations
UNDAF United Nations Development Assistance Framework
WUAs Water Users' Associations

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

DONOR	PROJECT TITLE	OBJECTIVE	SECTOR	COMMENTS
African Development Bank	Agricultural Marketing Systems Development Programme	Development of agricultural marketing systems	Agriculture/Rural Development	Cofinanced with IFAD
Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO)	The Special Programme for Food Security	To rapidly increase the production and productivity of major staples according to the suitability and comparative advantage	Agriculture/Food Security	
	Global IPM Facility – IPM/FES	To conduct TOT on Farmer Field Schools in Kagera region under auspices of KAEMP	Agriculture	Technical Assistance
	Capacity-Building in Planning and Co-management of the United Republic of Tanzania Prawn Fishing	To prepare and implement a first annual Participatory Fish-Stock Management Programme covering the industrial fishery and two selected pilot areas for the artisanal fisheries	Fisheries	Technical Assistance
FAO/African Development Bank	Special Programme for Food Security (Extended Pilot Phase)	To rapidly increase the production and productivity of major staples according to suitability and comparative advantage	Agriculture/Food Security	
FAO/IND	Cooperation between Indonesian Farmers and the Mkindo Farmers Training Centre	Provide technical assistance to enhance the capacity of Mkindo Farmers Training Centre to impart skills to extension workers and farmers	Agriculture	Technical Assistance
FAO/SWISS	Support to FAO's Special Programmes for Food Production for Security (SPFP) Extension Phase I: Vegetable Gardens Irrigation Using Pedal Pump Technology	Assist farmers in SPFS Pilot Sites adopt and utilize Swiss pedal pump technology in irrigating small vegetable fields	Water Management	Technical Assistance
German Agency for Technical Cooperation (GTZ)	National Coconut Development Programme	Farming System Research	Food Security	Technical Assistance
	Forestry Policy Implementation Support (FOPIS)	Facilitation and implementation of the Forest Policy		Technical Assistance
	Integrated Pest Management (IPM)	Promotion of IPM approach	Food Security	Technical Assistance
	Tropical Forestry Action Programme (TFAP)	Sustainable management of natural resources		Technical Assistance
	Community Wildlife Management Advisor (CWM)	Introduction of community based conservation (CBS)	Environment	Technical Assistance
	Strengthening natural resources	Follow-up of projects in Lushoto, Handeni and	Natural Resources	Technical

DONOR	PROJECT TITLE	OBJECTIVE	SECTOR	COMMENTS
	Management in selected districts	Mwanga		Assistance
	Katavi-Rukwa Conservation and Development Programme	Sustainable protection and utilization of natural resources in Katavi-Rukwa	Natural Resources	Technical Assistance
	Saadani Conservation and Development Programme	Sustainable protection and utilization of the Saadani ecosystem	Fisheries	Technical Assistance
	Selous Conservation Programme (SCP)	Safeguard ecological integrity of Selous game reserve/Reduce conflicts between the reserve and the local population	Land Management	Technical Assistance
Ireland	Agricultural Marketing Systems Development Programme	Development of agricultural marketing systems	Agriculture/Rural Development	Cofinanced with IFAD
	Participatory Irrigation Development Project	Irrigation Development/Water Management	Agriculture/Irrigation	Cofinanced with IFAD
	Eastern Zone – Client-Orientated Research and Extension Programme (EZ CORE)	Pilot Extension and Research Programme	Agriculture	
	Tanga Costal Zone Conservation and Development Programme	Environmental Sustainability	Natural Resources	
	Agricultural Technology and Advisory Services	Extension Programme	Agriculture	To be cofinanced with IFAD
Swedish International Development Cooperation Agency (Sida)	Land Management Programme	Support to land reform and management	Agriculture	
	District Development Programme	Farmer support	Agriculture	
Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)	Rural Financial Services Programme	Strengthening grass-roots microfinance institutions	Rural Development	Cofinanced with IFAD
World Food Programme	Participatory Irrigation Development Project	Irrigation Development/Water Management	Agriculture/Irrigation	Cofinanced with IFAD
World Bank	Participatory Agricultural Development and Empowerment Programme	Support to the rural communities in accessing the necessary agricultural services, through participatory methods	Agriculture	
	River Basin Smallholder Irrigation Improvement Project	Support Smallholder Farmers in the Rufigi River Basin in the rehabilitation and development of new irrigation capacity	Agriculture	
	National Agricultural Extension Programme II	To revamp the agricultural extension systems in the country, through capacity-building	Agriculture	To be completed in 2003
	The United Republic of Tanzania Agricultural Research Programme	Enhance the efficiency and capacity of the national agricultural research systems	Agriculture	To be completed in 2003

APPENDIX VI

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA
COUNTRY PROGRAMME EVALUATION
AGREEMENT AT COMPLETION POINT

1. This Agreement at Completion Point (ACP) is an understanding among key partners[1] on the main insights and recommendations from the United Republic of Tanzania Country Programme Evaluation (CPE)[2]. The ACP will constitute a key building block in the formulation of the new United Republic of Tanzania Country Strategy Opportunities Paper (COSOP)[3] of IFAD, which will articulate the medium-term (3-5 years) strategic framework and investment options of the Fund in the United Republic of Tanzania.

2. The ACP builds on the discussions and recommendations that were formulated during the CPE National Round Table Workshop held in Dar-es-Salaam on 18-19 November 2002 and draws upon the lessons contained in the CPE report, which highlighted the performance of IFAD-supported programmes that helped target groups in increasing production and access to social services. The ACP is also based on various elements included in the five issues papers that were prepared as background documentation for the above-mentioned workshop and on the closing statement of the Chairman of the CPE workshop. The ACP is organized according to the principal themes discussed during the CPE workshop.

A. Approaches to Rural Poverty Alleviation and Targeting

3. In the last decade, IFAD has pursued two different strategies in the United Republic of Tanzania, which are captured in the 1993 Country Strategy Report (CSR) and the 1998 COSOP. The former strategy targeted the poorest in marginal areas, supporting agricultural interventions that would enhance production and also respond to the social needs of the rural poor, for example in terms of providing drinking water and health services. On the other hand, the COSOP promotes a broad-based growth-oriented approach to rural poverty reduction, with emphasis on those rural poor who are able to contribute to growth in the agriculture sector. Using the IFAD Strategic Framework 2002-2006 as an overall starting point, the alternative approaches to rural poverty alleviation and targeting in Tanzania were discussed during the workshop and the following recommendations were generated:

4. **Issue 1: Consistency with the Tanzanian Government Policy Framework.** In the past few years, the Government of the United Republic of Tanzania has developed key strategies for economic and social development, including the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP), the Rural Development Strategy, the Agricultural Sector Development Strategy and the Agricultural Sector Development Programme (ASDP). These strategies, inter alia, articulate the Government's vision, approaches and priority areas for rural poverty reduction and rural and agriculture development.

5. **Recommendations.** Though IFAD's existing activities support the Government's priorities, there is need to further support the policy framework for rural poverty reduction in the United Republic of Tanzania. All future IFAD assistance should be provided within the existing pro-poor policy context of relevance to rural poverty reduction, in particular within the framework of the PRSP, Rural Development Programme (RDP) and ASDP. This will ensure greater synergies and

[1] The key partners include the Government of the United Republic of Tanzania (represented by the Ministry of Agriculture and Food Security, Prime Minister's Office, Ministry of Finance, the Ministry of Water and Livestock Development and the Vice President's Office), Regional and District Authorities (Dodoma, Kagera, Mara, Mbeya), IFAD-assisted projects (AMSDP, KAEMP, MARA-FIP, PIDP, RFSP and WSHPMA), the Cooperating Institution UNOPS, members of the civil society including NGO Pride, bilateral and multilateral development institutions including FAO, UNDP, WFP and World Bank, the Belgian Survival Fund and IFAD (represented by the Eastern and Southern Africa Division and the Office of Evaluation).

[2] Undertaken by IFAD's Office of Evaluation in 2001/2002.

[3] The preparation of the COSOP is the responsibility of IFAD's Eastern and Southern Africa Division.

coordination with other development interventions, contribute to better developmental results and help lower the transaction costs of aid.

6. **Issue 2: Approaches to Rural Poverty Reduction.** There was a consensus that efforts should be made to include the poorest as beneficiaries of IFAD-assisted projects and programmes and that targeting mechanisms should be formulated accordingly.

7. **Recommendations:** IFAD interventions should have a clear strategy for including the rural poor and explicitly analyse the challenges and develop specific strategies of extending reach to the poorest. Project and programme design must entail added information on how to reach the poor and the extent to which the poorest are also among the intended beneficiaries. However, it was noted that extending reach to the poorest segments is challenging. Consequently, targeting should be examined from the perspective of its feasibility so that overall sustainability of the programme is not jeopardized. This will require a more detailed definition of targeting mechanisms during programme development phases. During implementation, periodical reviews should be undertaken to determine how effective IFAD and other stakeholders are in reaching the poor. Finally, a close monitoring and review of the outcomes of the approach to rural poverty reduction promoted by the 1998 COSOP would be useful, in that it could provide additional inputs for developing specific strategies and support interventions targeting different social groups and geographical areas in the country.

8. **Issue 3: Target Group Definition.** Over time, the definitions of the poor and of the poorest during the project and programme design has improved. However, there is still scope to ameliorate targeting definitions and mechanisms, in order to ensure that majority of the benefits reach the poorest.

9. **Recommendations:** Design documents need to distinguish between the 'poor' and 'poorest' and specify in detail the mechanisms to reach each group. This is best done at the design stage in a participatory manner with the rural poor and their communities. The practice of monitoring periodically the inclusion of identifiable groups of the poor in project activities during implementation should be intensified. Apart from using cost-effective participatory approaches such as wealth-ranking, the methodology could include sample surveys at the beginning, mid-point and conclusion of a project for assessing target group involvement and the corresponding poverty impacts.

10. **Issue 4: Thematic/Subsectoral and Geographic Concentration.** Clearly, the recent steps towards more thematic/subsectoral focus in the IFAD-supported portfolio (partly at the expense of area-based programmes) can improve programme coherence and deepen IFAD's competencies within these selected themes/subsectors. It will also enhance IFAD's opportunities to engage more actively in policy dialogue and advocacy in related sectoral and subsectoral platforms. Nevertheless, geographical concentration in areas with high incidence of poverty could complement thematic concentration and potentially produce more pro-poor outcomes. Moreover, geographical targeting does not involve substantial transaction cost and its administrative requirements are low.

11. **Recommendations:** The current trend towards thematic and sub-sectoral concentration needs to be strengthened in future programmes within the Government's pro-poor policy framework. Opportunities for combining thematic approaches with a geographical concentration should be further explored in order to ensure that IFAD assistance is not diluted in terms of area and sectoral coverage. Existing practices of harmonizing social activities (e.g. health services, water supply and sanitation) and economic (e.g. productive) components should be continued with added emphasis. A clear exit strategy needs to be formulated with all concerned stakeholders at least one year before the closing date of any project/programme to determine the financial and institutional roles and responsibilities to ensure the sustainability of investments.

12. **Issue 5: Policy Dialogue.** Tanzania receives considerable attention from both multilateral and bilateral aid agencies. Since the mid-1990s, many development cooperation institutions have decentralized their operations to the country level where major decisions related to development and resource allocations are now taken. Within the framework of the PRSP, the Government and donors are engaging in a continuous country-level dialogue to define sector and sub-sector strategies and decide on investment programmes and resource envelopes. IFAD has focused on supporting advocacy groups (e.g. NGOs, CBOs and private-sector organizations) representing the interests of the poor, contributing towards their empowerment and participation in the policy dialogue activities in the United Republic of Tanzania.

13. **Recommendations:** Given IFAD's large portfolio in the United Republic of Tanzania and while recognizing its global approach to policy dialogue emphasizes capacity development of the poorest representatives, IFAD should simultaneously enter into a comprehensive policy dialogue and further strengthen advocacy work at the national and local levels with government and other external development partners. This will require greater IFAD representation at the country level and proactive participation in relevant platforms and discussion groups. In particular, the Fund should contribute to the work of various strategy and policy working groups and processes, such as the PRSP, UNDAF, Food and Agriculture Sector Working Group (FASWOG) and the ASDS. In addition, greater presence and participation would allow IFAD to engage other development institutions working in agriculture and rural development in the United Republic of Tanzania in priority-setting and resource allocation.

14. **Issue 6: The New COSOP.** In the past, the Fund regarded the COSOP as an internal institutional process and management document. However, COSOPs have since become increasingly important instruments for IFAD, its partners at the country level and its governing bodies.

15. **Recommendations:** COSOP formulation should be undertaken as a joint exercise between IFAD and the Government. In addition, IFAD and its partners should use the development of the new COSOP as an opportunity to promote a participatory and inclusive process of policy dialogue with the concerned stakeholders. The COSOP will articulate the common IFAD-Government strategy for rural poverty reduction in the medium term and consider various options to support national/sectoral strategies and development programmes. The new COSOP should be discussed within the framework of the FASWOG and finalized by June 2003.

B. Participation and Sustainability

16. **Issues 1: Subsidies and Cost-Sharing Arrangements.** Under exceptional circumstances, subsidies[4] may be necessary in pursuance of critical short-term objectives, or occasioned by specific local circumstances. However, when a subsidy comes to an end, there are high chances that the activity being supported (for example, there have been instances when farmers who received free inputs from project authorities to produce seeds no longer undertook the task once the inputs were not made available). Subsidies may also not reach the most needy or deserving households. Instead, the relative benefits of cost-sharing schemes are clear enough. They tend to reduce the risk of the dependency syndrome, improve the prospects that services and amenities may be sustained after project closure, and contribute to a sense of ownership by beneficiaries. They also reduce the direct financial burden on government departments operating on a limited budget.

17. **Recommendations:** IFAD has promoted cost-sharing arrangements in the United Republic of Tanzania to ensure sustainability of activities. However, cost-sharing should be promoted in line with

[4] "A payment by the government to producers or distributors in an industry to prevent the decline of that industry (e.g. as a result of continuous unprofitable operation)" – Todaro in *Economic Development*. In addition, "Subsidies may induce excessive or uneconomic use of inputs and benefits of subsidies are most frequently garnered by the larger and more prosperous producers. Subsidies can be a heavy burden on the public budget" – Baum and Tolbert in *Investing in Development*.

the government policy (public and social sectors). Operationalization of cost-sharing should be determined by participatory approaches, particularly for establishing the level of beneficiary contribution and whether the cost-sharing should be in kind or financial contribution. Cost-sharing arrangements should be associated with high levels of social mobilization and appropriate training, as promoted under the IFAD/BSF joint programme, so that the rural poor and their groups are aware of their roles and responsibilities particularly in terms of O&M of activities. Finally, there is need to develop a consistent approach to cost-sharing across IFAD-supported operations in the United Republic of Tanzania and to undertake advocacy with other donors to follow a similar approach. IFAD could take the lead in promoting a dialogue with various donors and the Government to develop a common framework for rationalizing cost-sharing arrangements for rural poverty reduction purposes in the country.

18. **Issue 2: Participation.** Up until about 1996, IFAD projects paid insufficient attention to beneficiary participation in project design and implementation. In fact, the 1998 COSOP states: "In earlier IFAD-designed projects the question of beneficiary ownership and the need for a participatory approach have not been considered as an instrument for project formulation, appraisal and implementation." Since 1998, however, IFAD has introduced mechanisms for enhanced participation in planning and implementation to ensure that beneficiaries and other local stakeholders become accountable and responsible for operations. More recently, IFAD-supported operations have made efforts to involve beneficiaries, for instance, in planning and using the logical framework tool. However, a number of recommendations on the ways and means to enhance participation were discussed and agreed to during the CPE workshop.

19. **Recommendations:** (a) it is important to develop a common understanding at the outset among key stakeholders on the concept of participation, so that stakeholders have shared expectations and are cognisant of their specific roles and responsibilities; (b) it is essential that participation is not used as an instrument to achieve physical and financial project targets, but promoted as a process of empowerment to allow rural people to become decision-makers and owners of development activities. That is, participation should contribute to a transformation of the rural poor from being mere participants in development work to active agents of change; (c) participation should be used as an opportunity for developing an equal and transparent partnership among different actors; (d) projects/programmes should work through established institutions, including traditional structures, whenever appropriate, and the creation of new, parallel structures for building participation should be limited. Where institutions are not sufficiently oriented to promoting participatory approaches, staff training should be encouraged, specifically in interpersonal skills such as empathy, communication, group dynamics and facilitation, and motivational leadership; and (e) it is recommended to develop specific indicators to monitor qualitative aspects of participation, empowerment and capacity-building, for example in areas such as skills enhancement, training and the overall functioning and management of groups. This will allow implementation staff to monitor the involvement of the rural poor in crucial participatory processes related to decision-making and resource allocation.

20. **Issue 3: Project/Programme Design.** IFAD-supported projects and programmes have broad development goals and include a variety of project objectives ('purpose' level in the logical framework matrix). For example, a particular project's development goal in the United Republic of Tanzania is to rehabilitate and improve food security in one region, whereas its purpose is to: (a) improve household food production and incomes of smallholders; (b) contribute to improving natural resources through tree planting; (c) enhance access to drinking water, health services and sanitation, roads infrastructure; and (d) strengthen the capacity of relevant institutions. A variety of components and sub-components were included to accomplish the project's objectives, for which a range of institutions (for example, line departments, NGOs, CBOs and the private sector) were involved to deliver the required expertise in different subsectors (e.g. water, infrastructure, irrigation, health, agriculture, etc.). Projects with such arrangements have posed a challenge in ensuring

coordination among different partners and the timely implementation of activities. In addition, the multiplicity of activities undertaken in the context of one project poses greater demand in ensuring synergies and involves higher risks of overlaps with other development interventions that may be ongoing in the same region.

21. **Recommendations:** Rationalize project/programme objectives to ensure enhanced efficiency in delivery and developmental results, while at the same time ensuring greater complementarity with other relevant projects and programmes supported by the Government and other development partners.

22. **Issue 4: Project Management and Implementation.** The Government, IFAD and the main development partners in the United Republic of Tanzania are working towards increasing accountability and transparency of external development assistance, accentuated by the adoption of the PRSP and, more specifically, the Tanzania Assistance Strategy. It is the intention to streamline donor support behind a single approach to management – where appropriate – to enhance consistency, reduce transaction costs and assist in developing national institutional capacity. Although specific project facilitation/coordination units have been established in individual projects/programmes, the Government has increasingly made use of district administrative capacities for implementation purposes.

23. **Recommendations:** Project management and implementation arrangements could be further improved to ensure efficiency and effectiveness of the programme through the following procedures that were agreed upon during the CPE workshop: (a) operate within government policies and with involvement of a cross section of institutions (public sector, private sector, civil-society organizations and NGOs) according to their comparative advantage; (b) upon the completion of the review of the Regional Secretariat, there should be a governmental Facilitation Team in the office of the Regional Administrative Secretary, thereby eliminating the need for specialized IFAD-specific regional project coordination/facilitation units; (c) learn from the experience of MARA-FIP in promoting decentralized project management and ensure capacity-building of local authorities and grass-roots institutions to take up the tasks of project coordination/facilitation; (d) phase out project coordination/facilitation units where existing before the end of the concerned project; and (e) at the District Executive Office there is a facilitation unit responsible for overall coordination of project activities in the district that should be used in facilitating IFAD-supported interventions as well.

C. Agriculture Technology

24. **Issue:** Among the major causes of poverty and low income in rural areas of the country are low farm productivity arising from: low input crop and livestock production and husbandry practices; use of low potential varieties and breeds; and limited use of improved and appropriate technology. These problems are compounded by a weak organizational and institutional structure of agricultural extension and research systems at the grass-roots level, which could hinder realizing the targets set under the PRSP and Agriculture Sector Development Strategy to reduce rural poverty and to ensure food security at the household levels.

25. **Recommendations:** (a) *Knowledge generation*. There is need to institutionalize client-oriented research and improve research-extension and farmer linkages, including taking stock of effective/appropriate technologies and involving poorest farmers in assessing current and new technologies. Farmers, civil-society organizations and the private sector should also be engaged in developing new technologies; (b) *Knowledge dissemination*. Promote dissemination of sustainable and environmentally friendly technologies, for example, by building information/communication systems (strengthen media such as radio, television and email/Internet) and upscaling IPM/farmer field school approaches. Document and share good practices of low-cost technologies manageable by the rural poor (e.g. Mara bunds for small-scale irrigation); (c) *Capacity-building*. Empower

participatory groups and cooperatives from the community level, ward, district, zonal research, regional and at national levels. Train farmer groups in PRA and logical framework planning and use. Reintroduce agricultural training in primary/secondary schools; (d) *Local/indigenous knowledge systems*. Identify, document and promote traditional knowledge practices and farmer innovations; (e) Establish a sustainable funding mechanism for technology generation and dissemination (e.g. a zonal research fund and an endowment fund), which would benefit from contributions of the rural poor, local governments and international development partners.

D. Monitoring and Evaluation

26. **Issue:** All IFAD-supported projects and programmes in the United Republic of Tanzania have included a monitoring and evaluation (M&E) system. However, as reflected in the 1998 COSOP, the functioning of M&E systems has traditionally been inadequate for multiple reasons that are fairly well known. Since 1998, various efforts have been made to improve the functioning of M&E systems with the participation of beneficiaries and the use of the logical framework to facilitate impact analysis. CPE workshop participants acknowledged the importance of M&E as a management tool and agreed on the below recommendations.

27. **Recommendations:** (a) There is need to promote a change in mindsets of stakeholders from supply-driven to demand-led M&E. In this regard, special efforts should be made to train communities to be involved in M&E activities and make them owners of M&E processes. (b) Implementing authorities need to enhance transparency in M&E data collection, analysis and reporting, in particular by keeping the rural poor and their institutions involved and informed. With regard to the latter point, specific feedback should be provided to the rural poor on a periodic basis. (c) Mainstream participation is needed in projects to facilitate participatory M&E work. (d) Undertaking external evaluation from time to time is essential for learning and building confidence among stakeholders. Beneficiary self-assessments should be undertaken as input for external evaluation exercises. (e) M&E officers' grade and motivation needs to be enhanced to enable an effective discharge of their duties. (f) Intense efforts need to be made to track, follow up on and implement M&E recommendations. (g) The logical framework tool should be simplified and tailored to make it suitable for use with beneficiaries at the grass-roots level. (h) Project objectives and activities should be simplified to facilitate M&E activities. (i) Future programmes should be designed within the ASDP to enhance M&E linkages to ADS, RDS and PRSP. (j) Urgent exposure and training should be promoted in the United Republic of Tanzania in the approaches and principles contained in the new IFAD M&E guide.

E. Gender Issues

28. **Issue:** The notion and importance of getting the poor involved at the heart of the development process, not as mere participants, but as strategic partners lies also at the core of the current IFAD approach and thinking. Following this framework, recent projects have been designed after the undertaking of gender assessments to understand the role of women in development, their interactions with other social groups, and so on. However, there is room to define mechanisms to fruitfully enhance the involvement of women in general, and woman-headed households in particular, in the development process.

29. **Recommendations:** (a) Gender analysis and gender-focused targeting should be included in all programme design and M&E work. (b) Reporting to various stakeholders should include specific references to gender impact. In this regard, relevant gender monitoring indicators contained in the PRSP should be included in M&E work to measure the overall implication for women. (c) The Government should adopt a policy to reserve key decision-making and policy formulation positions for women in public institutions, as well as one that includes minimum criteria for participation of women in development activities. (d) In promoting women's development, the changing social and

gender relations need to be assessed and necessary offset measures introduced (e.g. training for men). (e) Women-specific PRAs and LFA training should be held. (f) Based on the experience of recent programmes in the United Republic of Tanzania, there is need to build a harmonized approach to gender mainstreaming and training among IFAD-supported projects in the country.

APPENDIX VII

RECOMMENDATIONS OF COUNTRY PROGRAMME EVALUATION (CPE) AND REMEDIAL ACTIONS PROPOSED UNDER THIS COSOP

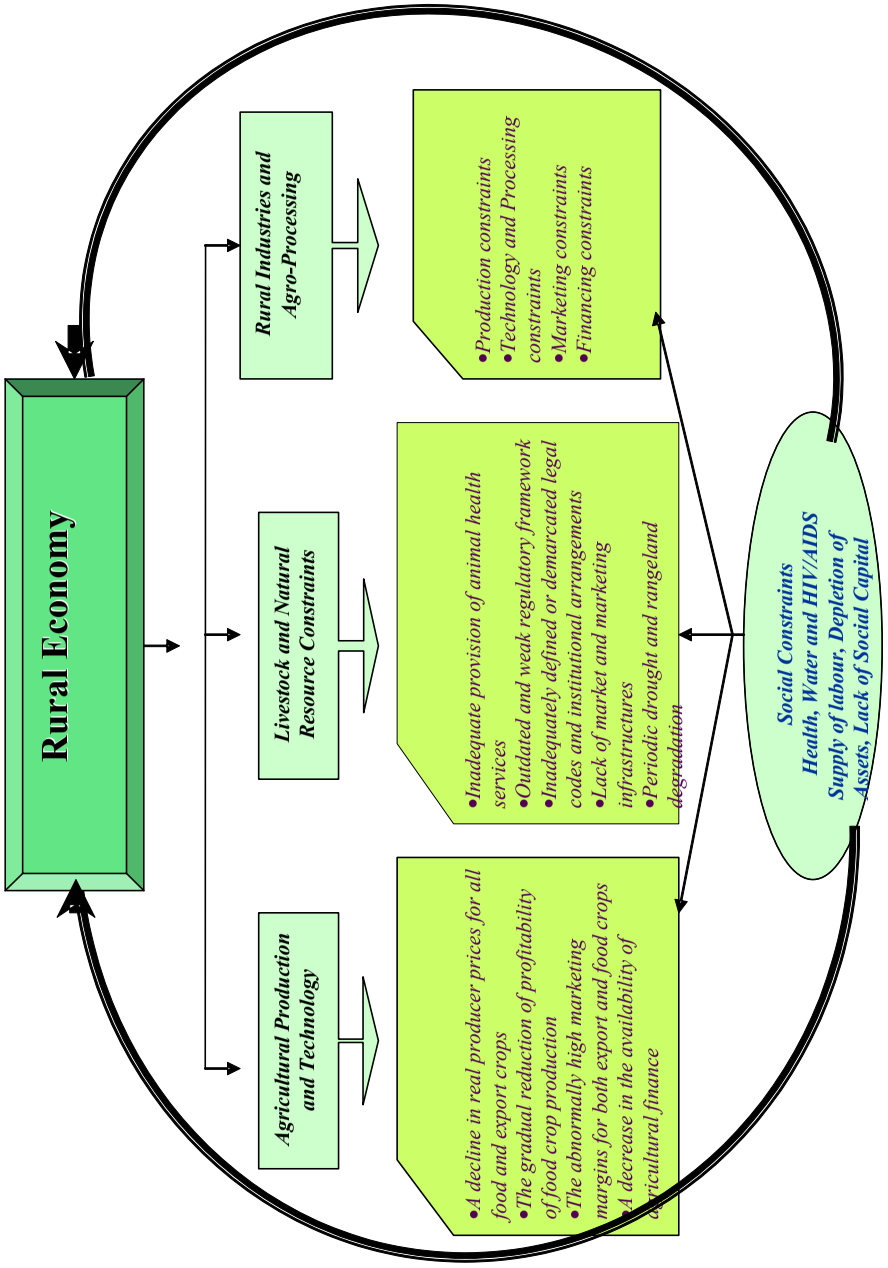
	Recommendations of CPE	Actions taken under COSOP
1.	Consistency with the Government policy framework	This COSOP has been prepared as an integral part of the country-owned process and within the framework of IFAD's Corporate Strategy and its Regional Strategy for Eastern and Southern Africa Region to realize the MDGs. These options are consistent with the broader guidelines of the PRSP, RDS and ASDS at the national level and the NEPAD and SADC at the regional level. Such options will allow the Government to focus on key strategic areas of the rural and agricultural sector, where substantial growth opportunities and potential exist.
2.	Target group definition	CPE has indicated that the definition of the poor and the poorest during the programme design has been considerably improved. Under the next phase of COSOP supported programmes, efforts will, however, continued to be made for further refinements of these definitions, including incorporation of appropriate instruments and modalities so that the rural poor can become the real beneficiaries of the programme support.
3.	Policy dialogue	IFAD, in collaboration with other donors, is currently assisting the Government in developing a detailed policy and operational framework for grass-roots MFIs, rationalization of the agricultural taxation system, establishing appropriate cost recovery for irrigation systems, and a communications system for marketing information as well as policies on pricing. IFAD will extend its assistance to Government, within the framework of the ASDS and RDS, to resolve some of the critical policy issues relating to : i) implementation of land policy, particularly concerning property rights, land titling and registration; ii) improvement of water policy through introducing appropriate pricing policy and allocation procedures ; iii) microfinance policy for rationalising cooperative laws and regulations of private banks; iv) removal of trade barriers and marketing regulations; v) decentralisation of decision making process to local government and civil society organisations; and v) improvement of cost recovery for sustainability.
4.	Subsidy and cost-sharing arrangements	IFAD does not allow or provide any subsidy in its operations unless it is considered as public good. Based on the existing practices, IFAD will rigorously enforce the principle of a cost recovery system to realize full Operation and Maintenance (O&M) and a part of the capital costs for the services rendered for health, irrigation and livestock diseases to ensure their long-term sustainability.

APPENDIX VII

5.	Support for agricultural technology and knowledge generation	IFAD and the World Bank are currently testing on a limited scale, pilot extension and research approaches in the United Republic of Tanzania so that farmers, irrespective of their scale of operations, agro-ecological locations and diverse farm practices, can receive appropriate technical and managerial assistance based on their needs, demand and priorities. These programmes have produced excellent impacts. Encouraged by such approach, the Government has requested IFAD and the World Bank to replicate this programme country-wide so that the farmers can own, operate and manage process, generate and build customised low cost technology, and disseminate and communicate this knowledge through farmers to farmers exchange programmes. Details see paragraph 27a.
6.	Monitoring and evaluation (M&E)	A number of attempts has been made to improve the M&E system through incorporation of "Log-frame and Impact Analysis" with beneficiaries taking the major responsibilities of collection, compilation and analysis of the indicators based on perceived needs and priorities. This approach will be further refined through independent evaluation and by making appropriate linkages with PRSP, ASDS and RDS to ensure consistency with MDG goals.
7.	Gender issues	IFAD, as a matter of policy, has introduced specific legal instruments and operational modalities to ensure women's participation and empowerment of women within the programmes and their access to resources made available to the country. Further streamlining of these approaches will be made during the course of programme design to enable women to access productive resources such as land, water, finance and market etc.

APPENDIX VIII

SECTORAL CONSTRAINTS AND THE POVERTY DIMENSION



STRATEGIC FRAMEWORK OF THE COSOP AND ITS LINKAGES WITH NATIONAL AND INTERNATIONAL PROCESSES

ASDS: Agricultural Sector Development Strategy
FASWOG: Food and Agricultural. Sector Working Group
MOF: Ministry of Finance
NEPAD: New Partnership for Africa's Development
PRSP: Poverty Reduction Strategy Paper
RDS: Rural Development Strategy
SADC: Southern African Development Community
UNDAF: United Nations Development Assistance Framework
WTO: World Trade Organization

AGRICULTURAL PRODUCTION CONSTRAINTS AND POTENTIAL BY AGRICULTURAL SYSTEM

Zone	Soils and Topography	Altitude	Rainfall (mm/yr)	Farming System	Potential Increase in Production (%)	Assistance Needed to Realize Projections	Rural Population (million)*
I. COAST	• Infertile sands on gently rolling uplands • Alluvial soil in Rufigi • Some fertile clays on uplands and river flood plains	under 300m	Bimodal, 750 - 1200mm Unimodal, 800 - 1200mm	• Cassava / cashew / coconut	30 - 50	• marketing • agro-processing industries	4.50
II. ARID LANDS SEMI-ARID LANDS	• Well drained soils with low fertility. • Alluvial hardpan and saline soils in Eastern Rift Valley and Lakes • Black cracking soils in Shinyanga. • Flat or undulating plains with rocky hills. • Moderately fertile loams and clays in the South.	North: 1300 - 1800m South: 500 - 1500m Central: 1000 - 1500m	Unimodal, 500 - 800mm	• pastoral and agropastoral (livestock) • rice • vegetables	100	• improve crop and livestock husbandry practices • Supplementary irrigation	6.78
III. PLATEAUX **SOUTHERN AND WESTERN HIGHLANDS** **NORTHERN HIGHLANDS**	• Flooded swamps of Malagarasi and Ugalla rivers have clay soils, with volcanic soils in Mbeya • Undulating plateaux above Rift Valleys • Sandy soils of low fertility • Upland plains with rock hills • Clay soils of low to moderate fertility in the South, infertile in the North • Undulating plains to dissected hills and mountains • Moderately fertile clay soils with volcanic soils in Mbeya • Undulating plateaux • Sandy soils of low fertility • Swampy valleys • Loams and clay soils of low fertility, with alluvium and ponded clays in valleys • Volcanic uplands • Volcanic soils from lava's and ash • Deep fertile loams and clays • Soils in dry areas prone to water erosion. • Steep mountain sides to highland plateaux • Soils are deep, friable and moderately fertile on upper slopes • Shallow and stony on steep slopes	800 - 1500m Southern: 1200 - 1500m Southwest: 1400 - 2300m Western: 1000 - 1800m Northern: 1000 - 2500m Granitic Mts: 1000 - 2000m	Unimodal, 800 - 1300mm	• Sarghom • millet • rice • cotton • coffee • banana • horticulture • maize • legumes	50 - 80	• Microfinance • Supplementary irrigation • Marketing • Suitable area for establishment of agro-processing industries because of surplus production of food and fruits • Livestock development • Extension and technologies	2.50
IV. ALLUVIAL PLAINS	• Central clay plain with alluvial fans • Wide mangrove swamp delta • Alluvial soils, sandy upstream, loamy downstream in floodplain • seasonally flooded clay soils in North, alluvial fans in South • Moderately alkaline black soils in East, and alluvial fns with well drained black loam in the West.		Unimodal, 600 - 1800mm	• Rice • sugar cane	100	• Credit • Water/irrigation management • Extension and technologies	14.27

Source: Compiled from Tanzania – Agriculture: Performance and Strategies for Sustainable Growth. Ministry of Agriculture and Food Security, February 2000.

* Population estimates of the agro-ecological region are derived from census figures.